

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### IKB DEUTSCHE INDUSTRIEBANK

Siège social : Wilhelm-Boetzkies-Strasse, 1, D-40474 Düsseldorf.  
États financiers annuels et consolidés regroupés d'IKB Deutsche Industriebank AG  
Exercice 2016/2017.

#### I. — Bilan consolidé d'IKB Deutsche Industriebank AG arrêté au 31 mars 2017.

(En millions d'Euros.)

Actif	31 mars 207	31 mars 2016
Liquidité disponible	19,7	33,7
a) Encaisse	-	-
b) Avoir auprès des banques centrales	19,7	33,7
dont auprès de la Deutsche Bundesbank	19,7	33,7
c) Avoir auprès des offices de chèques postaux	-	-
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales	-	-
Créances sur des établissements de crédit	1 669,7	2 122,2
a) Au jour le jour	1 597,4	1 918,6
b) Autres créances	72,3	203,6
Créances sur des clients	9 925,4	9 887,8
dont garanties par des droits de gage foncier	815,1	1 045,1
dont crédits communaux	436,4	514,4
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 329,7	5 051,6
a) Titres du marché monétaire	-	-
b) Emprunts et obligations	5 309,2	5 035,7
ba) d'émetteurs publics	3 430,9	2 887,6
dont gageables auprès de la Deutsche Bundesbank	3 380,4	2 835,5
bb) d'autres émetteurs	1 878,3	2 148,1
dont gageables auprès de la Deutsche Bundesbank	1 764,4	1 994,5
c) Obligations propres	20,5	15,9
Montant nominal	20,0	22,8
Actions et autres titres à revenu variable	472,5	470,1
Portefeuille de négoce	-	-
Participations	3,6	11,1
dont dans des établissements de crédit	0,2	0,2
dont dans des établissements prestataires de services financiers	-	-
Participations dans des entreprises associées	16,3	15,0
dont dans des établissements de crédit	-	-
dont dans des établissements prestataires de services financiers	16,3	15,0
Parts dans des entreprises liées	0,9	2,1
dont dans des établissements de crédit	-	-
dont dans des établissements prestataires de services financiers	-	-
Actifs gérés à titre fiduciaire	-	-
Demandes de compensation par l'administration publique y compris les obligations provenant de leur échange	-	-
Actifs détenus en vertu de contrats de leasing	928,4	941,1
Immobilisations incorporelles	11,0	11,8

a) Droits auto générés de protection industrielle et commerciale et droits et valeurs assimilables	-	-
b) Concessions achetées, droits de protection et droits et valeurs assimilables, licences relatives à ces droits et à ces valeurs	6,7	7,3
c) Écart d'acquisition	3,6	4,0
d) Acomptes versés	0,7	0,5
Immobilisations corporelles	213,6	220,0
Capital souscrit appelé non versé	-	-
Autres éléments de l'actif	222,6	251,8
Comptes de régularisation	113,1	275,3
Actifs d'impôts différés	255,0	253,6
Différence inscrite à l'actif provenant de la compensation d'actifs	7,3	12,0
<b>Total des actifs</b>	<b>19 188,8</b>	<b>19 559,2</b>

<b>Passif</b>	<b>31 mars 2017</b>	<b>31 mars 2016</b>
Dettes envers des établissements de crédit	7 642,5	7 897,0
a) au jour le jour	44,0	1 457,8
b) de durée contractuelle ou assorties d'un préavis contractuel	7 598,5	6 439,2
Dettes envers des clients	7 550,9	7 498,4
a) Dépôts d'épargne	-	-
b) Autres dettes	7 550,9	7 498,4
ba) au jour le jour	1 359,2	1 318,6
bb) de durée contractuelle ou assorties d'un préavis contractuel	6 191,7	6 179,8
Dettes titrisées	822,9	773,8
a) Obligations émises	822,9	773,8
b) Autres dettes titrisées	-	-
Portefeuille de négoce	-	-
Dettes fiduciaires	-	-
Autres dettes	485,1	345,2
Comptes de régularisation	126,5	147,1
Passifs d'impôt différé	-	-
Provisions	241,2	348,1
a) Provisions pour pensions et obligations semblables	31,4	8,7
b) Provisions pour impôts	46,1	43,1
c) Autres provisions	163,7	296,3
Dettes subordonnées	695,8	921,7
Capital en droit de jouissance (Genussrechtskapital)	-	32,2
Dont exigible avant deux ans	-	32,2
Fonds pour risques bancaires généraux	585,0	585,0
dont poste spécial réglementé à l'art. 340e, paragr. 4 de l'HGB	-	-
Capitaux propres	1 038,9	1 010,7
a) Capital souscrit appelé	1 621,5	1 621,5
Capital souscrit	1 621,5	1 621,5
Moins capital souscrit non appelé	-	-
Capital conditionnel	800,0	810,7
b) Réserve sur capital	1 750,7	1 750,7
c) Réserves sur bénéfices	5,2	5,3
ca) Réserve légale	2,4	2,4
cb) Réserve pour participations dans une entreprise dominante ou majoritaire	-	-
cc) Réserves statutaires	-	-
cd) Autres réserves sur bénéfices	2,8	2,9
d) Écart de capitaux propres provenant de la conversion de devises	-4,3	-5,7
e) Perte au bilan	-2 335,6	-2 361,1
f) Participations ne donnant pas le contrôle	1,4	-

Total des passifs	19 188,8	19 559,2
Dettes éventuelles	1 238,4	1 007,9
a) Dettes éventuelles provenant d'effets transmis réglés	-	-
b) Dettes sur cautions et contrats de garantie	1 238,4	1 007,9
c) Cautionnement de dettes de tiers	-	-
Autres engagements	1 550,3	1 560,2
a) Obligations de reprise provenant d'opérations de pension à réméré	-	-
b) Obligations de placement et de reprise	-	0,8
c) Octrois de crédits irrévocables	1 550,3	1 559,4

**Bilan d'IKB Deutsche Industriebank AG arrêté au 31 mars 2017.**

Actif	31 mars 2017	31 mars 2016
Liquidité disponible	19,7	33,7
a) Encaisse	-	-
b) Avoir auprès des banques centrales	19,7	33,7
dont auprès de la Deutsche Bundesbank	19,7	33,7
c) Avoir auprès des offices de chèques postaux	-	-
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales	-	-
Créances sur des établissements de crédit	1 505,1	2 013,3
a) Au jour le jour	1 453,4	1 822,1
b) Autres créances	51,7	191,2
Créances sur des clients	11 348,8	11 467,0
dont garanties par des droits de gage foncier	815,1	1 045,1
dont crédits communaux	436,4	514,4
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 714,5	4 704,6
a) Titres du marché monétaire	-	-
b) Emprunts et obligations	4 694,0	4 688,7
ba) d'émetteurs publics	3 158,8	2 502,9
dont gageables auprès de la Deutsche Bundesbank	3 108,3	2 450,7
bb) d'autres émetteurs	1 535,2	2 185,8
dont gageables auprès de la Deutsche Bundesbank	1 474,3	1 879,1
c) Obligations propres	20,5	15,9
Montant nominal	20,0	16,1
Actions et autres titres à revenu variable	2,2	1,7
Portefeuille de négoce	-	-
Participations	0,6	0,7
dont dans des établissements de crédit	0,2	0,2
dont dans des établissements prestataires de services financiers	-	-
Parts dans des entreprises liées	260,9	148,4
dont dans des établissements de crédit	-	-
dont dans des établissements prestataires de services financiers	-	-
Actifs gérés à titre fiduciaire	-	-
Demandes de compensation par l'administration publique y compris les obligations provenant de leur échange	-	-
Immobilisations incorporelles	3,9	4,6
a) Droits autogénérés de protection industrielle et commerciale et droits et valeurs assimilables	-	-
b) Concessions achetées, droits de protection et droits et valeurs assimilables, licences relatives à ces droits et à ces valeurs	3,9	4,6
c) Écart d'acquisition	-	-
d) Acomptes versés	-	-
Immobilisations corporelles	4,0	199,8
Capital souscrit appelé non versé	-	-
Autres éléments de l'actif	166,4	217,7
Comptes de régularisation	136,9	314,5

Actifs d'impôts différés	249,0	249,7
Différence inscrite à l'actif provenant de la compensation d'actifs	7,2	11,9
<b>Total des actifs</b>	<b>19 419,2</b>	<b>19 367,6</b>

<b>Passif</b>	<b>31 mars 2017</b>	<b>31 mars 2016</b>
Dettes envers des établissements de crédit	7 593,6	7 872,5
a) Au jour le jour	40,5	1 456,8
b) De durée contractuelle ou assorties d'un préavis contractuel	7 553,1	6 415,7
Dettes envers des clients	7 605,3	7 506,2
a) Dépôts d'épargne	-	-
b) Autres dettes	7 605,3	7 506,2
ba) au jour le jour	1 407,2	1 318,9
bb) de durée contractuelle ou assorties d'un préavis contractuel	6 198,1	6 187,3
Dettes titrisées	751,9	870,7
a) Obligations émises	751,9	870,7
b) Autres dettes titrisées	-	-
Portefeuille de négoce	-	-
Dettes fiduciaires	-	-
Autres dettes	165,6	379,0
Comptes de régularisation	84,3	153,8
Passifs d'impôts différés	-	-
Provisions	205,5	314,3
a) Provisions pour pensions et obligations semblables	18,7	-
b) Provisions pour impôts	44,7	42,3
c) Autres provisions	142,1	272,0
Dettes subordonnées	220,7	446,6
Capital en droit de jouissance (Genussrechtskapital)	-	32,2
dont exigible avant deux ans	-	32,2
Fonds pour risques bancaires généraux	585,0	585,0
dont poste spécial réglementé à l'art. 340e, paragr. 4 de l'HGB	-	-
Capitaux propres	1 207,3	1 207,3
a) Capital souscrit appelé	1 621,5	1 621,5
Capital souscrit	1 621,5	1 621,5
Moins capital souscrit non appelé	-	-
Capital conditionnel	800,0	810,7
b) Réserve sur capital	1 750,7	1 750,7
c) Réserves sur bénéfices	2,4	2,4
ca) Réserve légale	2,4	2,4
cb) Réserve pour participations dans une entreprise dominante ou majoritaire	-	-
cc) Réserves statutaires	-	-
cd) Autres réserves sur bénéfices	-	-
d) Écart de capitaux propres résultant de la conversion de devises	-	-
e) Perte au bilan	-2 167,3	-2 167,3
<b>Total des passifs</b>	<b>18 419,2</b>	<b>19 367,6</b>
Dettes éventuelles	2 184,4	1 941,5
a) Dettes éventuelles provenant d'effets transmis réglés	-	-
b) Dettes sur cautions et contrats de garantie	2 184,4	1 941,5
c) Cautionnement de dettes de tiers	-	-
Autres engagements	1 357,3	1 435,0
a) Obligations de reprise provenant d'opérations de pension à réméré	-	-
b) Obligations de placement et de reprise	-	0,8
c) Octrois de crédits irrévocables	1 357,3	1 434,2

II. — Compte de résultat consolidé IKB Deutsche Industriebank AG de la période du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2017.

(En millions d'Euros)	2016/17	2015/16
Charges		
Charges résultant de contrats de leasing	-191,9	-210,8
Charges d'intérêts	-512,3	-646,9
dont intérêts positifs	19,3	6,1
Charges de commissions	-13,9	-13,5
Charges nettes du portefeuille de négoce	-	-
Frais généraux de gestion	-271,0	-288,1
a) Frais de personnel	-172,4	-183,3
aa) Salaires et traitements	-148,7	-159,6
ab) Charges sociales et dépenses pour pensions et prévoyance	23,7	-23,7
dont pour pensions de retraite	-4,9	-4,8
b) Autres frais de gestion	-98,6	-104,8
Amortissements et corrections de valeur sur des immobilisations corporelles et incorporelles	-304,0	-322,0
a) sur des actifs détenus en vertu de contrats de leasing	-291,2	-310,8
b) sur des immobilisations corporelles et incorporelles	-12,8	-11,2
Autres charges d'exploitation	-675,0	-985,2
Charges de dotation au fonds pour risques bancaires généraux	-	-7,2
Amortissements et corrections de valeur sur des créances et certains titres ainsi que dotations aux provisions ayant trait aux opérations de crédit	-	-9,2
Amortissements et corrections de valeur sur des participations, des parts dans des entreprises liées ainsi que sur des titres traités comme des immobilisations	-8,2	-14,1
Charges de reprise de pertes	-	-0,1
Charges exceptionnelles	-42,4	-33,5
Impôts sur les revenus et sur les bénéfices	-17,8	1,2
Autres impôts non comptabilisés en autres charges d'exploitation	-1,8	-2,4
Bénéfices transférés en vertu de communautés de profit et de contrats de transfert soit total soit partiel des bénéfices	-	-
Résultat net	-25,6	-10,4
Total des charges	-2 063,9	-2 542,2

(En millions d'Euros)	2016/17	2015/16
Produits		
Produits résultant de contrats de leasing	541,3	585,8
Produits d'intérêts	740,8	862,3
a) Réalisés sur des opérations de crédit et le marché monétaire	649,8	738,2
dont intérêts négatifs	10,5	2,8
b) Sur les titres à taux fixe et les créances inscrites au grand livre de la dette publique	91,0	124,1
Dont intérêts négatifs	-	-
Produits courants provenant de/d'	4,7	4,1
a) Actions et autres titres à revenu variable	0,4	0,2
b) Participations	2,5	1,9
c) Parts dans des entreprises associées	1,8	2,0
d) Parts dans des entreprises liées	-	-
Produits de communautés de profit, contrats de transfert soit total, soit partiel des bénéfices	-	-
Produits de commissions	53,4	43,3
Produits nets du portefeuille de négoce	-	6,0
dont dotations aux provisions réglementées (-) ou réincorporation de celles-ci (+) conformément à l'art. 340e, paragr. 4 de l'HGB	-	1,8-
Produits sur la revalorisation de créances et de certains titres ainsi que sur la reprise de provisions pour les opérations de crédit	16,6	-
Produits sur la revalorisation de participations, parts dans des entreprises liées et titres traités comme des immobilisations	266,6	281,4
Autres produits d'exploitation	440,5	758,5

Produits de la reprise du fonds pour risques bancaires généraux	-	-
Produits exceptionnels	-	0,8
Produits sur la reprise de pertes	-	-
Perte de l'exercice	-	-
Total des produits	2 063,9	2 542,2
Résultat net	25,5	10,4
Report de perte de l'exercice précédent	0,1	-2 371,5
Prélèvements sur la réserve sur capital	-	-
Prélèvements sur les réserves sur bénéfices	-	-
Prélèvements sur le capital en droit de jouissance	-	-
Prélèvements sur les apports tacites	-	-
Dotations aux réserves sur bénéfices	-	-
Redotation du capital en droit de jouissance	-	-
Perte au bilan	2 335,6	-2 361,1

Compte de résultat d'IKB Deutsche Industriebank AG de la période du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2017.

(En millions d'Euros)	2016/17	2015/16
Charges		
Charges d'intérêts	-530,4	-666,3
dont intérêts positifs	19,1	6,1
Charges de commissions	-4,5	-5,6
Charges nettes du portefeuille de négoce	-	-
Frais généraux de gestion	-219,9	-237,6
a) Frais de personnel	-126,5	-141,2
aa) Salaires et traitements	-109,5	-124,6
ab) Charges sociales et dépenses pour pensions et prévoyance	-17,0	-16,6
dont pour pensions de retraite	-4,3	-3,1
b) Autres frais de gestion	-93,4	-96,4
Amortissements et corrections de valeur sur des immobilisations corporelles et incorporelles	-5,0	-6,9
Autres charges d'exploitation	-614,7	-924,6
Charges de dotation au fonds pour risques bancaires généraux	-	-7,2
Amortissements et corrections de valeur sur des créances et certains titres ainsi que dotations aux provisions ayant trait aux opérations de crédit	-	-7,8
Amortissements et corrections de valeur sur des participations, des parts dans des entreprises liées ainsi que sur des titres traités comme des immobilisations	-11,8	-15,1
Charges de reprise de pertes	-	-0,1
Charges exceptionnelles	-38,3	-27,9
Impôts sur les revenus et sur les bénéfices	-17,4	3,4
Autres impôts non comptabilisés en autres charges d'exploitation	-0,2	-0,8
Bénéfices transférés en vertu de communautés de profit et de contrats de transfert soit total soit partiel des bénéfices	-	-
Résultat net	-	-
Total des charges	-1 442,2	-1 896,5

(En millions d'Euros)	2016/17	2015/16
Produits		
Produits d'intérêts	769,3	875,4
a) des opérations de crédit et sur le marché monétaire	693,4	770,9
dont intérêts négatifs	10,2	2,8
b) sur les titres à taux fixe et les créances inscrites au grand livre de la dette publique	75,9	104,5
dont intérêts négatifs	-	-
Produits courants provenant	3,6	1,8
a) d'actions et autres titres à revenu variable	0,1	-
b) de participations	0,3	1,8

c) de parts dans des entreprises liées	3,2	-
Produits de communautés de profit, contrats de transfert soit total, soit partiel des bénéfices	15,4	18,9
Produits de commissions	45,9	38,7
Produits nets du portefeuille de négoce	-	6,0
dont dotations aux provisions réglementées (-) ou réincorporation de celles-ci (+) conformément à l'art. 340e, paragr. 4 de l'HGB	-	1,8
Produits sur la revalorisation de créances et de certains titres ainsi que sur la reprise de provisions pour les opérations de crédit	19,7	-
Produits sur revalorisation de participations, parts dans des entreprises liées et titres traités comme des immobilisations	202,5	258,5
Autres produits d'exploitation	385,8	694,8
Produits de la reprise du fonds pour risques bancaires généraux	-	-
Produits exceptionnels	-	2,4
Produits sur la reprise de pertes	-	-
Perte de l'exercice	-	-
Total des produits	1 442,2	1 896,5
Résultat net	-	-
Report de perte de l'exercice précédent	-2 167,3	-2 167,3
Prélèvements sur la réserve sur capital	-	-
Prélèvement sur les réserves sur bénéfices	-	-
Prélèvements sur le capital en droit de jouissance	-	-
Prélèvements sur les apports tacites	-	-
Dotations aux réserves sur bénéfices	-	-
Redotation du capital en droit de jouissance	-	-
Perte au bilan	-2 167,3	-2 167,3

### III. — Tableau consolidé des flux de trésorerie.

(En millions d'Euros)	2016/17
Résultat de la période (excédent ou perte nets du Groupe y compris les parts de résultat des autres associés)	25,6
+/- Amortissements, corrections de valeur, revalorisation des créances et éléments des immobilisations	303,7
+/- Augmentation ou diminution de provisions pour charges	-129,9
+/- Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	8,8
-/+ Profit / perte sur la cession d'éléments des immobilisations	-254,7
+/-Autres ajustements (solde)	-11,2
+/- Augmentation / diminution des créances sur des établissements de crédit	451,8
+/- Augmentation / diminution des créances sur des clients	-35,3
+/- Augmentation / diminution des titres (hormis actifs financiers)	-4,1
+/- Augmentation / diminution des objets des contrats de leasing	-
+ Encaissements provenant de cessions	74,0
- Décaissements pour acquisitions	-345,8
+/-Augmentation / diminution des autres actifs provenant d'opérations courantes	158,9
+/- Augmentation / diminution des dettes envers des établissements de crédit	-249,0
+/- Augmentation / diminution des dettes envers des clients	80,1
+/- Augmentation / diminution des dettes titrisées	48,5
+/- Augmentation / diminution d'autres passifs provenant des opérations courantes	143,0
+/- Produits et charges financières	-233,2
+/- Charges et produits sur les contrats de leasing	-349,4
+/- Charges et produits sur des postes exceptionnels	42,4
+/- Charges et produits d'impôts sur le résultat	17,8
+ Intérêts et dividendes perçus	761,5
- Intérêts versés	-584,1
Flux de trésorerie dus aux contrats de leasing (encaissements et décaissements)	343,2

+ Paiements exceptionnels	-
- Versements exceptionnels	-0,1
+/- Paiement d'impôts sur le résultat	-11,9
Flux de trésorerie réalisés sur les opérations courantes	250,6
+ Encaissements suite à des sorties d'immobilisations financières	3 163,6
- Décaissements pour investissements dans des immobilisations financières	-3 184,1
+ Encaissements suite à des sorties d'immobilisations corporelles	3,6
- Décaissements pour investissements dans des immobilisations corporelles	-3,3
+ Encaissements suite à des sorties d'éléments d'immobilisations incorporelles	-
- Décaissements pour des investissements dans des immobilisations incorporelles	-3,6
+ Encaissements suite à des sorties du périmètre de consolidation	-
- Décaissements pour des entrées dans le périmètre de consolidation	-
+/- Variations des liquidités provenant des autres opérations d'investissement (solde)	-9,0
+ Encaissements provenant de postes exceptionnels	-
- Décaissements provenant de postes exceptionnels	-
Flux de trésorerie réalisés sur les investissements	-32,8

(En millions d'Euros)	2016/17
+ Encaissement de dotations de capitaux propres provenant des associés de la société mère	-
+ Encaissement de dotations aux capitaux propres provenant d'autres associés	-
- Décaissements sur des diminutions de capitaux propres au profit d'associés de la société mère	1,4
- Décaissements sur des diminutions de capitaux propres au profit d'autres associés	-
+ Encaissements provenant de postes exceptionnels	-
- Décaissements provenant de postes exceptionnels	-
- Dividendes versés aux associés de la société mère	-
- Dividendes versés à d'autres associés	-
+/- Variation des liquidités provenant des autres capitaux (solde)	-233,2
Flux de trésorerie réalisés sur les opérations de financement	-231,8
Variations des disponibilités avec incidence sur la trésorerie	-14,0
+/- Variations des disponibilités dues au cours du change et aux évaluations	-
+/- Variations des disponibilités dues au périmètre de consolidation	-
+ Disponibilités au commencement de la période	33,7
Disponibilités à la fin de la période	19,7

#### IV. — Informations concernant le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Le tableau consolidé des flux de trésorerie est établi pour la première fois selon les directives de la norme comptable allemande n° 21 (*Deutscher Rechnungslegungsstandard Nr. 21*, DRS 21) se rapportant à la représentation des flux de trésorerie, publiée le 8 avril 2014 par le ministère fédéral allemand de la Justice et de la Protection des consommateurs. La norme DRS 21 remplace les normes relatives à la représentation des flux de trésorerie en vigueur jusqu'alors (DRS 2, DRS 2-10 et DRS 2-20) et s'applique pour la première fois aux exercices commençant après le 31 décembre 2014. IKB a opté pour la possibilité offerte par la norme DRS 21.22 qui permet de renoncer à l'indication des valeurs de l'exercice précédent dans le tableau des flux de trésorerie.

Les disponibilités du Groupe IKB correspondent au montant indiqué au bilan en « Liquidité disponible » ainsi qu'en « Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales ». Dans le tableau de flux de trésorerie, leur montant en début d'exercice est actualisé avec les flux de trésorerie, résultant respectivement

- des opérations courantes,
- des opérations d'investissement,
- des opérations de financement,

pour obtenir les disponibilités existantes en fin d'exercice.

Conformément aux directives énoncées dans la norme DRS 21.A2.14, les flux de trésorerie provenant des opérations courantes sont définis en fonction des activités opérationnelles de l'établissement de crédit. Ils sont calculés selon la méthode indirecte, le résultat net de l'exercice étant apuré de tous les produits et charges non générateurs de mouvements de fonds.

Le tableau consolidé des flux de trésorerie a été complété par les postes spécifiques à la branche quant aux contrats de leasing. Les charges et les produits résultant des opérations de leasing indiqués englobent les charges ou les produits générateurs et non générateurs de mouvements de trésorerie. La ligne Augmentation / diminution des objets de leasing correspond aux encaissements donnant lieu à des flux de trésorerie provenant de cessions ainsi qu'aux décaissements donnant également lieu à des flux de trésorerie pour l'acquisition d'objets de leasing. La ligne Encaissements et



décaissements suite à des opérations de leasing mentionne exclusivement les contrats de leasing et de location ainsi que les charges et les produits donnant lieu à des mouvements de trésorerie se rapportant aux opérations de leasing (par exemple résultant des contrats d'entretien).

Les flux de trésorerie réalisés sur les investissements comprennent les encaissements et les décaissements des positions dont le but général est un investissement ou une utilisation à long terme. Chez les établissements de crédit, c'est notamment le cas des encaissements et des décaissements résultant de la cession ou de l'acquisition d'immobilisations financières et d'immobilisations corporelles.

La marge brute d'autofinancement réalisée sur les opérations de financement inclut les flux de trésorerie provenant de transactions avec des détenteurs et d'autres associés de filiales consolidées ainsi que d'autres capitaux.

## V. — Notes annexes aux bilans et comptes de résultat de la Société et du Groupe.

### Principes comptables appliqués.

(1) Reddition des états financiers annuels et consolidés. — IKB Deutsche Industriebank AG, sise à Düsseldorf ? inscrite au registre du commerce du tribunal d'instance de Düsseldorf sous le numéro HRB 1130, doit présenter des états financiers annuels et un rapport de gestion de l'AG conformément aux art. 340a et 242 du code de commerce allemand (*Handelsgesetzbuch*, HGB) en liaison avec l'art. 264 de l'HGB ainsi que des états financiers consolidés et un rapport de gestion du Groupe conformément à l'art. 340i, paragr. 1 de l'HGB en liaison avec l'art. 290 sqq. de l'HGB.

Les états financiers consolidés (Groupe) ainsi que les états financiers annuels (IKB AG) d'IKB Deutsche Industriebank AG au titre de l'exercice 2016/17 sont établis selon les règles de l'HGB en liaison avec le règlement allemand sur la reddition des comptes des établissements de crédit et des établissements de prestations de services financiers (*Verordnung über die Rechnungslegung der Kreditinstitute und Finanzdienstleistungsinstitute*, RechKredV) en respectant les dispositions réglementaires de la loi allemande sur les sociétés anonymes (*Aktiengesetz*, AktG) applicables en l'occurrence. De plus les états financiers consolidés sont alignés sur les normes adoptées par le Conseil allemand de Normalisation (*Deutscher Standardisierungsrat*, DSR), lesquelles ont été publiées par le ministère allemand fédéral de la Justice, conformément à l'art. 342, paragr. 2 de l'HGB.

Pour permettre une comparaison, les chiffres de l'exercice précédent ont été calculés selon les règles du droit allemand du commerce et indiqués conformément à l'art. 298, paragr. 1 de l'HGB en liaison avec l'art. 265, paragr. 2 de l'HGB.

La présentation du bilan ainsi que du compte de résultat est conforme aux formulaires prévus à l'art. 2 du règlement RechKredV pour les établissements de crédit. Le bilan et le compte de résultat consolidés ont été complétés par les postes concernant les opérations de leasing, spécifiques à cette branche. Le compte de résultat est présenté sous forme de compte (formulaire n° 2 du règlement RechKredV).

Les mentions pouvant figurer au choix au bilan ou au compte de résultat, ou dans les notes annexes, sont indiquées pour la plupart dans les notes annexes dans l'ordre des postes concernés. Tous les montants sont indiqués en millions d'euros. L'arrondissement des chiffres indiqués dans les notes annexes peut entraîner de faibles écarts d'addition. Les montants inférieurs à 50 k-euros de même que les valeurs zéro sont représentés par « - » dans les états financiers consolidés et les états financiers annuels d'IKB AG.

Les notes annexes du Groupe et celles d'IKB AG sont regroupées en vertu de l'art. 298, paragr. 2 de l'HGB. Sauf précision différente, les informations communiquées valent à la fois pour les états consolidés et pour les états financiers d'IKB AG. Le rapport de gestion et le rapport consolidé sont également regroupés conformément à l'art. 315, paragr. 5 de l'HGB en liaison avec l'art. 298, paragr. 2 de l'HGB.

L'exercice d'IKB commence au 1<sup>er</sup> avril et prend fin au 31 mars.

(2) Modifications des principes comptables et des modalités d'évaluation. — Dans le cadre de l'application pour la première fois de la loi de modernisation du droit relatif aux bilans (*Bilanzrechtsmodernisierungsgesetz*, BilMoG) IKB a fait usage de la possibilité énoncée à l'art. 67 de la loi d'introduction au code de commerce (*Einführungsgesetz zum Handelsgesetzbuch*, EGHGB) qui permet de répartir sur 15 ans la charge supplémentaire résultant de la réévaluation des obligations de versement de pensions. Au 31 mars 2017, le Groupe comptabilise 27 millions d'euros et IKB AG 23 millions d'euros supplémentaires en charge exceptionnelle de provisions pour pensions.

L'art. 284, paragr. 1 de l'HGB dans la version de la loi d'application des directives relatives aux bilans exige que les données relatives aux divers postes du bilan et au compte de résultat soient mentionnées dans les notes annexes, en respectant l'ordre des rubriques du bilan. Pour cette raison, l'ordre des données du bilan et du compte de résultat s'est trouvé légèrement modifié par rapport à l'exercice antérieur. Dorénavant, les événements survenus après la fin de l'exercice (rapport complémentaire) sont obligatoirement mentionnés dans les notes annexes et non plus dans le rapport de gestion, conformément à l'art. 285, n° 33 de l'HGB.

IKB AG a comptabilisé une créance non comptabilisée à l'actif au titre de l'exercice 2015/16, se montant à 0,4 million d'euros, en compte courant en tant que produit de commission.

(3) Périmètre de consolidation. — Les états financiers consolidés au 31 mars 2017 incluent 48 filiales d'IKB AG (31 mars 2016 : 46) qui sont entièrement consolidées.

Les deux filiales polonaises IKBL Asset spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia & Co. spółka komandytowa et IKBL ASSET Spolka z ograniczona odpowiedzialnoscia ont été intégrées pour la première fois au 30 juin 2016 dans le bilan consolidé. L'objet de ces sociétés est la fourniture de prestations diverses de financement.

La filiale IKB Grundstücksgesellschaft Düsseldorf GmbH a été intégrée dans le bilan consolidé pour la première fois au 30 septembre 2016 dans le cadre de l'intégration globale. Auparavant, cette société portait le nom d'IKB NewCo 4 GmbH. L'objet de cette société est la gestion de ses propres actifs.

De même au 30 septembre 2016, les sociétés nouvellement fondées, IKB Grundbesitzgesellschaft Düsseldorf GmbH & Co. KG et IKB Grundbesitzgesellschaft Frankfurt GmbH & Co. KG, ont été intégrées totalement dans le bilan consolidé. L'objet de ces sociétés est l'achat et la vente de biens immobiliers ainsi que leur administration et leur location. Elles détiennent une partie des bâtiments utilisés par l'administration centrale d'IKB à Düsseldorf et le bâtiment administratif situé à Francfort-sur-le-Main.

Les actifs d'Equity Fund GmbH ont été transférés à IKB Invest GmbH par le biais d'une fusion par reprise prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les actifs d'Istop 5 GmbH ont été transférés à IKB Struktur GmbH par le biais d'une fusion par reprise prenant effet au 1<sup>er</sup> avril 2016.

La société ad hoc Bacchus 2008-2 Plc a été intégrée pour la première fois dans le bilan consolidé au titre de l'exercice 2008/09 en tant que société ad hoc obligatoirement consolidée dans le cadre d'une intégration globale. Les titres émis ayant été entièrement remboursés, cette société ad hoc a été déconsolidée du Groupe au 31 mars 2017. Cette déconsolidation n'a pas d'effets notoire.

Une société associée (31 mars 2016 : une) est évaluée selon la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers consolidés.

Pour d'autres informations, on voudra bien se reporter au n° (55).

(4) Principes de consolidation. — Les états financiers consolidés sont uniformément établis selon les méthodes de reddition des comptes et d'évaluation s'appliquant à IKB AG. Les états financiers annuels des filiales consolidées qui ne sont ni des établissements de crédit ni des établissements de prestation de services financiers sont adaptés au schéma de classification des formulaires du règlement RechKredV. Dans le cas des sociétés du Groupe, dont la date de clôture des états financiers n'est pas le 31 mars, les événements importants qui se sont produits entre la date de référence de leur bilan et le 31 mars 2017 sont pris en compte. Dans le cas de certaines sociétés, la consolidation se fait sur la base d'états financiers actualisés à la date de référence du bilan du Groupe.

Pour la consolidation du capital des entreprises consolidées pour la première fois après l'entrée en vigueur de la loi allemande de modernisation du droit des bilans (*Bilanzrechtsmodernisierungsgesetz*, BilMoG), on applique la méthode de réévaluation, en accord avec l'art. 301 de l'HGB.

Pour les entreprises consolidées pour la première fois avant l'entrée en vigueur de la BilMoG on applique la méthode dite de la valeur comptable.

Les éléments d'actif, les dettes et les comptes de régularisation ainsi que les charges et les produits entre les entreprises du Groupe intégrées sont consolidés sauf dispositions contraires relatives à la reddition des comptes spécifiques à la branche. Les résultats intermédiaires des opérations internes du Groupe sont éliminés, sauf s'ils sont d'importance négligeable.

Pour l'évaluation des parts dans des entreprises associées, on applique fondamentalement la méthode de la mise en équivalence, conformément à l'art. 312 de l'HGB (méthode de la valeur comptable). On renonce à appliquer des méthodes de reddition des comptes et d'évaluation harmonisées au sein du Groupe pour la comptabilisation au bilan selon la méthode de la mise en équivalence, étant donné que les effets quant à l'image donnée de la situation véritable des actifs, des finances et des résultats sont d'importance négligeable.

#### Principes comptables et méthodes d'évaluation.

(5) Créances. — Les créances sur clients et sur établissements de crédit sont comptabilisées au bilan à leur valeur nominale diminuée des corrections individuelles et forfaitaires de valeur. Les écarts entre la valeur nominale et le montant versé (agios ou déports) sont comptabilisés dans les comptes de régularisation à l'actif et au passif et sont repris comme prévu dès lors que l'écart revêt le caractère d'un intérêt. Les créances acquises sont comptabilisées au bilan à leur valeur d'acquisition diminuée des corrections individuelles et forfaitaires.

Les opérations de location-vente des entreprises de leasing du Groupe indiquées dans le bilan consolidé en « Créances sur clients » sont indiquées à la valeur actuelle des mensualités exigibles à l'avenir. Les produits d'intérêts sont encaissés annuellement et comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

(6) Provisions pour risques. — Les provisions pour risques des opérations de crédit comprennent les corrections de valeur et les provisions pour tous les risques décelables de défaut de solvabilité et les risques inhérents aux pays ainsi que les risques latents de défaillance.

Les provisions forfaitaires pour risques et les provisions déterminées selon la méthode forfaitaire pour les créances sur clients ainsi que les dettes éventuelles qui résultent d'aval, sont calculées en s'alignant sur la lettre du ministère des Finances du 10 janvier 1994. On se base en l'occurrence sur des pertes historiques suite à des crédits qui sont multipliées par un facteur conjoncturel afin de tenir compte de la situation économique générale.

Le facteur conjoncturel utilisé pour le calcul des corrections forfaitaires est demeuré inchangé pendant l'exercice faisant l'objet du présent rapport. Du fait de la diminution des pertes historiques moyennes sur les crédits, à la date de référence, la provision forfaitaire a reculé de 11 millions d'euros.

Pour tenir compte des défauts de paiement latents résultant de titres affectés aux immobilisations, des créances sur des établissements de crédit et des promesses irrévocables de crédit ainsi que de dettes éventuelles découlant de contrat d'échange sur défaut de crédit de vendeur de protection (*protection seller credit default swaps*), la banque a procédé également pour ces risques d'opérations de crédit à des corrections forfaitaires de valeur ou, en l'occurrence, a constitué des provisions calculées forfaitairement sur la base d'une estimation du taux de perte sur un an (*expected loss*).

De plus, des corrections forfaitaires de valeur supplémentaires ont été effectuées pour les risques latents de défaillance pour un montant total de 71 millions d'euros (exercice précédent : 76 millions d'euros) dans les cas ci-après :

- Risques supérieurs de pertes inhérents au portefeuille de financement d'acquisitions se montant à 20 millions d'euros (exercice précédent : 28 millions d'euros) ;
- Pertes en rapport avec la vente prévue de financements à moyen et long terme de projets se montant à 22 millions d'euros (exercice précédent : 23 millions d'euros), après la constitution de nouvelles provisions pour d'autres ventes se montant à 37 millions d'euros et la reprise ou la restructuration de 38 millions d'euros à la suite de ventes ou de restructurations ;
- Répercussions des sanctions de l'UE envers la Russie sur les emprunteurs pour un montant de 12 millions d'euros (inchangé par rapport à l'exercice précédent) ;
- Effets du durcissement de la législation envers les emprunteurs dans le segment des énergies renouvelables dans le sud de l'Europe pour un montant de 10 millions d'euros (exercice précédent : 5 millions d'euros) ;
- Risques supérieurs de pertes en relation avec des engagements ayant des liens avec l'industrie européenne de l'acier et le financement de marchandises d'un montant de 7 millions d'euros (exercice précédent : 8 millions d'euros).

Ces risques latents supplémentaires de défaillance ont été calculés sur la base d'estimations d'experts.

Le volume de crédits accordés dans des pays à risques hors Union européenne, dont le risque est noté en interne à partir de la catégorie 8, n'a pas été délocalisé et fait l'objet d'une provision forfaitaire pour couvrir le risque pays. La correction forfaitaire de valeur motivée par des risques pays est effectuée au moins à hauteur de la perte estimée sur un an. De plus, la Banque examine si, dans certains cas, une prévention plus élevée du risque semble nécessaire. Comme pour l'exercice précédent, une provision pour risques pays a été constituée au 31 mars 2017 pour les catégories de risque 13 à 15, elle s'oriente sur les fourchettes fiscales publiées. Le montant des corrections forfaitaires de valeur résultant des risques pays se monte à 6 millions d'euros (exercice précédent : 4,3 millions d'euros).

Le montant total des corrections forfaitaires de valeur, y compris les provisions pour risques pays concernant des créances sur clients, des créances sur des établissements de crédit, des dettes éventuelles et des promesses irrévocables de crédit s'élève à 156,3 millions d'euros (exercice précédent : 166,2 millions d'euros) au titre du Groupe et à 152,6 millions d'euros (exercice précédent : 165,8 millions d'euros) au titre d'IKB AG. Le Groupe a

effectué des corrections forfaitaires de valeur sur les titres se montant à 3,3 millions d'euros (exercice précédent : 3,3 millions d'euros) de même qu'IKB AG pour un montant de 2,6 millions d'euros (exercice précédent : 2,8 millions d'euros).

(7) Titres. — Les titres acquis sont comptabilisés à leur prix d'acquisition conformément à l'art. 253, paragr. 1, phrase 1 de l'HGB. Les écarts entre les prix d'acquisition et les montants de remboursement (agios, déports) sont pris en compte proportionnellement sur la durée restante par une correction du résultat financier.

L'évaluation suivante des titres entrant dans la catégorie des immobilisations est gérée par l'art. 340e, paragr. 1, phrase 1 de l'HGB en liaison avec l'art. 253, paragr. 3, phrase 3 de l'HGB, selon le principe assoupli de la valeur minimale. Lorsqu'il y a lieu de s'attendre à une dépréciation durable, on procède à des amortissements pour ramener le montant à sa juste valeur inférieure au jour de référence.

Les titres des actifs circulants sont évalués en tenant compte du principe strict de la valeur minimale énoncé à l'art. 340e, paragr. 1, phrase 2 de l'HGB en liaison avec l'art. 253, paragr. 4 de l'HGB, c'est-à-dire à leur valeur inférieure résultant du prix en bourse ou sur le marché au jour de référence du bilan. Si l'on ne dispose pas de cotations à cette date, la juste valeur sera déterminée sur la base de prix indiqués par les fournisseurs de données du marché, leur plausibilité sera vérifiée au moyen de procédés adéquats. Si l'on ne dispose d'aucun prix en bourse ni d'autres données de prix de fournisseurs sous contrat pour les titres, on déterminera leur valeur sur la base de propres modèles d'évaluation en décotant les flux de trésorerie attendus. Le taux de décote sera calculé au moyen du profil de risque de titres comparables. Pour cela, on utilisera également, entre autres éléments, des paramètres qui ne sont pas uniquement observables sur le marché.

La correction nécessaire de la valeur des titres provenant des transactions de titrisation (ici spécialement des Cash CLO) se fait au moyen de la méthode de la valeur fondamentale. Cette méthode tient compte des flux de trésorerie attendus (intérêts et remboursements) provenant du portefeuille de titres en question. Ces flux de trésorerie attendus sont corrigés des montants des pertes, sur la base de pertes attendues selon les notations des titres du portefeuille en question. Enfin, le solde des flux de trésorerie est décoté au moyen de la méthode de l'intérêt effectif pour aboutir ainsi à la valeur fondamentale.

Dans le cas des transactions de CDO, le calcul de la correction nécessaire de la valeur se fait sur la base d'attributions détaillées de pertes au portefeuille de crédit concerné. Le comportement défaillant du portefeuille de référence est habituellement évalué au moyen d'une simulation Monte-Carlo courante sur le marché en prenant en compte les probabilités de défaillance basées sur les notations et les paramètres de corrélation spécifiques aux catégories de titres. Les flux de trésorerie de la tranche investie sont calculés sur la base des scénarios de défaillance en tenant compte de la structure de la transaction (« cascade »). La valeur fondamentale est calculée en décotant ces flux à hauteur de l'intérêt effectif de la tranche concernée.

Dès lors que les raisons de comptabiliser la valeur inférieure ne sont plus données, on procède à des réévaluations, conformément à l'art. 253, paragr. 5, phrase 1 de l'HGB.

La comptabilisation des instruments financiers structurés se fait en vertu des principes de la circulaire HFA 22 de l'IDW. On ne s'écartera du principe de la comptabilisation uniforme que si, à cause des dérivés inclus, l'instrument de financement structuré présente des risques ou des chances nettement plus élevés ou supplémentaires par rapport à l'instrument de base.

(8) Opérations de pension et de prêts de titres. — Dans le cadre d'opérations de mise en pension, la Banque, en sa qualité de cédant, vend des titres et conclut simultanément un accord de rachat desdits titres soit conditionnel (droit facultatif de rachat) soit inconditionnel (convention de rachat ferme) avec le consignataire.

La comptabilisation au bilan des opérations mise en pension de titres est conforme aux dispositions réglementaires de l'art. 340b de l'HGB, selon lequel, dans le cas d'une convention de rachat ferme, IKB, en sa qualité de cédant, continue de comptabiliser les actifs vendus dans son bilan ainsi qu'au passif, une dette correspondante envers le consignataire. Si, au contraire, IKB est la consignataire, elle comptabilise une créance sur le cédant dans son bilan.

Dans le cas d'opérations de prêt de titres, le prêteur transfère des titres de son portefeuille à l'emprunteur pour une durée déterminée. L'emprunteur s'engage à rendre des titres de même sorte, de même quantité et de même qualité après l'écoulement de la durée du prêt. Le prêteur demeure le propriétaire économique des titres prêtés. Les titres empruntés ne sont donc pas comptabilisés au bilan de l'emprunteur, les titres prêtés demeurent dans le bilan du prêteur qui en conserve la propriété économique.

(9) Participations et parts dans des entreprises liées / immobilisations corporelles / immobilisations incorporelles / autres actifs. — Les parts détenues dans des entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur juste valeur, si celle-ci est inférieure. L'évaluation se fait selon le principe assoupli de la valeur moindre, en vertu de l'art. 340e, paragr. 1, phrase 1 de l'HGB en liaison avec l'art. 253, paragr. 3, phrase 3 de l'HGB.

Les immobilisations corporelles amortissables ainsi que les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de fabrication diminué des amortissements prévus ainsi que, le cas échéant, des amortissements exceptionnels. Les éléments des immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement linéaire sur leur durée d'utilisation habituelle. Si la valeur actuelle de certains de ces éléments est inférieure à leur valeur comptable et s'il faut s'attendre à ce que cela perdure, on procède à des amortissements exceptionnels sur la durée de la dépréciation.

La Banque ne fait pas usage de l'option énoncée à l'art. 248, paragr. 2, phrase 1 de l'HGB qui lui permettrait de comptabiliser à l'actif les immobilisations incorporelles autogénérées. Les immobilisations incorporelles achetées à des tiers sont comptabilisées en actif au prix d'acquisition et font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée habituelle d'utilisation dans l'entreprise.

Les autres actifs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué d'un amortissement éventuel.

(10) Actifs détenus en vertu de contrats de leasing. — Les immobilisations destinées à être données en location par les entreprises de leasing, qui appartiennent économiquement au Groupe IKB, sont comptabilisées au bilan consolidé en actifs détenus en vertu de contrats de leasing. Les produits correspondants apparaissent dans le compte de résultat consolidé en « Produits résultant de contrats de leasing ». Les charges résultant de la décomptabilisation d'actifs détenus en vertu de contrats de leasing ainsi que les autres charges correspondant à des prestations sont indiquées séparément au titre du Groupe en « Charges résultant de contrats de leasing ». Les frais de refinancement des actifs détenus en relation avec des contrats de leasing sont comptabilisés en frais de financement.

Les amortissements d'actifs donnés en location sont comptabilisés dans les comptes du Groupe sous Amortissements et corrections de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles.

(11) Impôts différés. — Si les valeurs indiquées au titre d'éléments d'actifs, de dettes et de comptes de régularisation en vertu des dispositions du droit du commerce et les valeurs fiscales correspondantes présentent des écarts qui se compenseront lors des exercices suivants (écarts temporaires), la charge d'impôt en résultant doit être comptabilisée en passif d'impôt différé. S'il en résulte un avoir fiscal, celui-ci peut être comptabilisé en actif d'impôt différé. Pour calculer les actifs d'impôt différé, on tiendra compte des reports fiscaux susceptibles d'être utilisés conformément aux compensations attendues dans les cinq ans à venir. IKB fait usage de l'option de comptabilisation d'actifs d'impôt différé en vertu de l'art. 274, paragr. 1, phrase 2 de l'HGB. Par contre, elle ne fait pas usage de la possibilité de comptabiliser les actifs et les passifs d'impôt différé non soldés (comptabilisation brute) en vertu de l'art. 274, paragr. 1, phrase 3 de l'HGB.

Les impôts différés sont évalués en fonction des taux d'imposition individuels du sujet fiscal en vigueur à la date de référence du bilan ou stipulés dans les règlements fiscaux d'ores et déjà adoptés par le législateur, qui s'appliqueront vraisemblablement à la date de la réalisation des actifs et des passifs d'impôt latent. Pour calculer les impôts latents en Allemagne, on applique un taux de 15 % pour l'impôt sur les sociétés, majoré d'un supplément de 5,5 % au titre de la taxe de solidarité, et une taxe professionnelle calculée au taux de prélèvement respectivement en vigueur. Les impôts latents des établissements situés à l'étranger sont évalués en fonction des taux d'imposition respectivement en vigueur.

Du fait des conventions d'intégration fiscale existantes, les actifs et les passifs d'impôt latent résultant de différences temporaires avec des sociétés sous convention sont pris en compte dans le calcul des impôts latents de la société dominante. Si la société dominante est elle-même une société intégrée, les différences temporaires sont prises en compte au niveau de la société dominante supérieure.

Si les opérations de consolidation suscitent des différences temporaires dans la reddition des états financiers consolidés, on comptabilise respectivement des actifs et des passifs d'impôt latent supplémentaires au titre des actifs et des passifs d'impôt futurs. Les impôts latents qui résultent des opérations de consolidation effectuées conformément à l'art. 306 de l'HGB font l'objet d'une compensation avec les impôts latents, conformément à l'art. 274 de l'HGB.

(12) Différence inscrite à l'actif provenant de la compensation d'actifs. — Conformément à l'art. 246, paragr. 2, phrase 2 de l'HGB, les actifs soustraits à tous les autres créanciers et servant exclusivement à honorer des dettes provenant des obligations de versement de pensions de retraite-vieillesse ou d'obligations à long terme analogues sont imputés sur ces dettes. On procède en conséquence avec les charges et les produits y afférents qui proviennent de l'actualisation des obligations et des actifs à imputer. Le solde des charges et des produits correspondants est comptabilisé en autres produits d'exploitation ou autres charges d'exploitation selon qu'il est positif ou négatif.

Les actifs délocalisés dans le cadre de contrats de gestion fiduciaire (*contractual trust arrangements*, CTA) sont évalués à leur valeur actuelle. Si la valeur actuelle des éléments d'actif dépasse le montant des dettes, ce montant est comptabilisé en « Différence inscrite à l'actif provenant de la compensation d'actifs ».

La comptabilisation des obligations de versement de pensions de retraite-vieillesse est exposée parmi les méthodes de comptabilisation et d'évaluation des provisions pour charges (cf. n° (14)).

(13) Dettes. — Les dettes sont comptabilisées au passif à leur montant dû. Les différences en moins par rapport au montant versé sont comptabilisées dans les comptes de régularisation et reprises comme prévu par compte de résultat.

Dans le cas du transfert d'actifs qui n'a pas été accompagné d'une décomptabilisation au bilan, on comptabilise une dette du montant contenu au titre de l'élément d'actif en autres dettes.

(14) Provisions pour charges :

— Provisions pour pensions et obligations similaires: Les obligations de versement de pensions de retraite-vieillesse sont comptabilisées au montant de réalisation nécessaire selon un sage jugement commercial. Pour calculer celui-ci, on continue à se baser sur les tableaux de mortalité 2005 G de Klaus Heubeck. Le calcul a été fait selon la méthode des unités de crédit projetées (*projected unit credit*) et en utilisant les hypothèses d'évaluation suivantes :

Facteur d'évaluation	31 mars 2017	31 mars 2016
	Hypothèse	Hypothèse
Taux d'intérêt technique (moyenne annuelle du taux à 7 / 10 ans)	3,12 % / 3,94 %	3,71 % / 4,24 %
Augmentation des salaires	2,0 % / 3,0 %	2,0 % / 3,0 %
Évolution probable des retraites	175 %	2,0 %
Taux de fluctuation échelonné selon les tranches d'âge et les sexes		
Âge inférieur à 35 ans h/f	6,0 % / 6,0 %	6,0 % / 6,0 %
Âge se situant entre 36 et 45 ans h/f	4,0 % / 4,0 %	4,0 % / 4,0 %
Âge supérieur à 45 ans h/f	1,5 % / 1,5 %	1,5 % / 1,5 %

Les provisions pour obligations de versement de pensions de retraite-vieillesse sont actualisées au taux d'intérêt moyen du marché calculé sur les 10 dernières années conformément à l'art. 253 de l'HGB, qui résulte d'une durée restante forfaitaire de 15 ans (cf. n° (39)). Dans le cas des obligations similaires, l'actualisation se fait au taux d'intérêt moyen du marché calculé sur les sept dernières années. Ce taux d'intérêt est communiqué par la Bundesbank, conformément au décret relatif au calcul et à la publication des taux applicables à l'actualisation des provisions pour charges (*Rückstellungsabzinsungsverordnung*, RückAbzinsV). Dans le cas des promesses liées à des titres, les provisions sont constituées à hauteur de la valeur actuelle des actifs de garantie dès lors que le montant minimum garanti est dépassé.

Conformément à l'art. 67, paragr. 1, phrase 1 de l'EGHGB, la Banque fait usage de la possibilité offerte par la BilMoG suite à la modification de l'évaluation des obligations de pensions, qui permet d'accumuler chaque exercice au moins un quinzième du montant de la provision supplémentaire nécessaire (cf. n° (39)). Toutefois, un montant supplémentaire provenant de l'adaptation à la BilMoG est comptabilisé en « Charge exceptionnelle ». La Banque continue à appliquer l'option qui permet de ne pas comptabiliser les obligations indirectes de versement de pensions de retraite au passif (décret de 2015 relatif au versement de pensions).

Pour garantir les pensions de retraite et obligations similaires, des éléments des immobilisations ont été séparés du reste des actifs de l'entreprise et transférés à une entreprise fiduciaire dans le cadre de contrats de gestion fiduciaire (CTA) de manière à remplir les obligations de versement de la Banque. Si la juste valeur des immobilisations délocalisées est inférieure aux obligations correspondantes, la Banque constitue une provision pour pensions et obligations similaires du montant équivalent.

En ce qui concerne l'obligation d'imputer les obligations de versement de pensions de retraite-vieillesse sur les éléments d'actif délocalisés ainsi que la comptabilisation de ces éléments, le lecteur voudra bien se reporter au n° (12).

— Provisions pour impôts et autres provisions : Les provisions pour impôts et autres provisions sont constituées à concurrence du montant nécessaire pour faire face à ces obligations selon une évaluation commerciale raisonnable. Ce montant inclut les futures augmentations de prix et de coûts. La dotation au titre des provisions pour risques de pertes sur des opérations en cours équivaut au montant du passif supplémentaire probable. Les provisions pour charges dont la durée restante dépasse douze mois sont actualisées aux taux d'intérêt adéquat compte tenu de leur durée stipulée au règlement RückAbzinsV, conformément à l'art. 253, paragr. 2 de l'HGB. L'écart résultant de l'actualisation des périodes suivantes est comptabilisé en autres charges d'exploitation lorsqu'il ne s'agit pas d'opérations bancaires. L'écart résultant de l'actualisation de provisions en rapport avec des opérations bancaires est comptabilisé en charges d'intérêts.

Parmi les autres provisions, la Banque comptabilise des provisions pour restructuration. Celles-ci doivent apparaître au passif lorsque la direction a établi et contrôle un programme ayant pour but de modifier profondément une activité couverte par l'entreprise ou la manière dont cette activité sera exercée et lorsque ces modifications entraînent une obligation envers des tiers ou des risques de pertes sur des opérations en cours.

(15) Dettes éventuelles et autres obligations. — Ces postes sont comptabilisés au bilan à leur valeur nominale après déduction de provisions éventuellement constituées.

(16) Résultat exceptionnel. — Conformément à l'art. 340a, paragr. 2 de l'HGB, dans le cas des établissements de crédit, les charges et les produits réalisés en dehors des activités courantes doivent être comptabilisés en Charges exceptionnelles et Produits exceptionnels. C'est pourquoi ces rubriques présentent des charges en relation avec la restructuration d'IKB ou la dotation des provisions pour pension suite à la mise en conformité avec la BilMoG (cf. n° (2)).

(17) Opérations sur instruments dérivés. — Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan selon les principes en vigueur pour les opérations en cours. Les primes versées et reçues résultant d'opérations à terme conditionnelles sont comptabilisées en autres éléments d'actif ou en autres dettes. Dans le cas des opérations à terme inconditionnelles ainsi que des dérivés d'intérêts ou d'intérêts et de devises les commissions initiales versées ou perçues sont comptabilisées dans des comptes de régularisation d'actif ou de passif et amorties linéairement sur la durée restante en Résultat financier. On examinera la nécessité de constituer une provision pour risque de pertes sur des opérations en cours à la date de clôture.

Pour les instruments financiers dérivés qui sont intégrés dans une entité d'évaluation en vertu de l'art. 254 de l'HGB, on renonce à constituer une provision pour pertes résultant du risque déjà couvert à condition que ces pertes soient compensées par un bénéfice non réalisé du même montant (cf. n° (19) et (21)).

Les dérivés sont évalués hors pertes avec tous les autres instruments financiers porteurs d'intérêts en vertu des principes énoncés à l'avis sur la reddition des comptes énoncé dans la circulaire BFA 3 de l'IDW. La valeur actuelle de l'opération porteuse d'intérêts est comparée aux valeurs comptables correspondantes en tenant compte des frais administratifs et des risques ainsi que des frais de refinancement attendus. La situation spécifique d'IKB a pour conséquence qu'aucune distribution de bénéfice aux détenteurs des parts ne peut être versée pendant longtemps. IKB tient compte de la répercussion du refinancement des capitaux propres en supposant que la fermeture fictive des excédents d'actifs est assujettie à un taux d'intérêt zéro. L'estimation hors perte conformément à la circulaire BFA 3 de l'IDW n'a pas conclu à la nécessité de provisionner.

Les dérivés de crédit sont comptabilisés selon les directives de la circulaire BFA 1 de l'IDW. Les dérivés de crédit pour lesquels IKB est en position de preneur de garantie sont donc traités comme des garanties de crédit, lorsque le dérivé de crédit garantit le risque de contrepartie, lorsque la durée intentionnelle de détention est limitée et que le dérivé est objectivement approprié comme instrument de garantie. Ces dérivés de crédit sont pris en compte dans le cadre de l'évaluation des opérations garanties. Tous les autres dérivés de crédit dans le cas desquels IKB est cessionnaire d'une chose constituée en garantie sont traités comme des affaires en cours. Des provisions pour risques de pertes sont constituées à hauteur des valeurs de marché négatives.

Les dérivés de crédit dans le cas desquels IKB est vendeur de protection sont comptabilisés comme des cautions dans la mesure où seuls des risques de contrepartie sont couverts et où on a l'intention de les détenir jusqu'à leur maturité ou jusqu'à la survenance de l'évènement de crédit. Pour les dérivés de crédit qui sont comptabilisés comme des cautions, la Banque constitue des provisions du montant du risque d'utilisation. Tous les autres dérivés de crédit pour lesquels IKB est vendeur de protection sont comptabilisés comme des affaires en cours. Des provisions pour risques de pertes sont constituées à hauteur des valeurs de marché négatives. Les swaps globaux de rendement sont comptabilisés conformément à la circulaire BFA 1 de l'IDW.

(18) Conversion monétaire. — Pour convertir les comptes des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, on applique la méthode dite du cours au jour de référence, en vertu de l'art. 308a de l'HGB. Les postes d'actif et de passif d'un bilan libellé en devise étrangère sont convertis en euros au cours moyen comptant au jour de clôture du bilan, à l'exception des capitaux propres. Les capitaux propres sont convertis en euros à leur cours historique. Les postes du compte de résultat sont convertis en euros au cours moyen. L'écart se produisant lors de la conversion est comptabilisé dans les capitaux propres consolidés en « écart de capitaux propres résultant de la conversion de devises ».

Si une couverture particulière est existante, la conversion des éléments d'actif et de passif, libellés en devises étrangères, applique les principes énoncés à l'art. 340h de l'HGB en liaison avec l'art. 256a de l'HGB pour établir les états financiers d'IKB AG seule et des autres établissements du Groupe. Ces dispositions prescrivent que les actifs et les passifs libellés en devises étrangères soient convertis au jour de clôture du bilan au cours moyen de la devise (cours de référence de la BCE). En cas d'absence de couverture particulière, la conversion des devises se fait selon les prescriptions s'appliquant à toutes les opérations commerciales (art. 256a de l'HGB). Lorsque la durée restante est égale ou inférieure à un an, les bénéfices non réalisés provenant de la conversion de devises sont comptabilisés par résultat. Si la durée restante dépasse un an, les principes généraux d'évaluation s'appliquent.

Conformément à la circulaire BFA 4 de l'IDW, on peut considérer qu'une couverture particulière au sens de l'art. 340h de l'HGB est existante lorsque le risque de devises est régulé au moyen d'une position en devises et que les différents postes sont repris dans une position en devises. IKB AG affecte fondamentalement les opérations en devises étrangères au poste de la devise correspondante et régule celles-ci en s'alignant sur les limites autorisées.

Les produits et les charges résultant de la conversion de devises (écarts de conversion) sont comptabilisés au compte de résultat en « Autres produits d'exploitation » ou « Autres charges d'exploitation ».

Dès lors que les opérations à terme en devises effectuées par IKB servent à couvrir des éléments d'actif et de passif porteurs d'intérêts, le cours à terme est scindé, ses deux éléments (cours au comptant et taux de swap) sont comptabilisés séparément dans le calcul du résultat. Les différences en

moins et en plus (déport et report) sont prises en compte pro rata temporis dans le résultat financier. Pour les opérations ci-dessus, on vérifie si la clôture des positions à des termes cohérents donne lieu à des pertes et si des provisions pour charges doivent être constituées (évaluation restante).

(19) Entités d'évaluation. — Les entités d'évaluation sont définies à l'art. 254 de l'HGB comme suit : des éléments d'actif, des dettes, des opérations en cours ou des transactions dont la réalisation est très probable (éléments couverts) sont regroupés avec des instruments financiers originaux ou dérivatifs (instruments de couverture) pour compenser des variations de valeurs ou des flux de paiements se produisant en sens contraire, résultant de la survenance de risques similaires (risques couverts). Selon la circulaire HFA 35 de l'IDW, au premier niveau, c'est à l'entreprise et sous sa propre responsabilité qu'il revient de décider si un risque déterminé doit être couvert par un instrument de couverture en créant une relation économique de couverture avec un ou plusieurs groupes d'éléments couverts. Ensuite, on décidera, au second niveau, si une relation économique de couverture entrant dans la gestion des risques doit également être rapportée dans la reddition des comptes au moyen de la création d'une entité d'évaluation (option). S'il existe une relation économique de couverture, la Banque décidera au cas par cas, de créer ou non une entité d'évaluation.

Pour la comptabilisation des entités d'évaluation en conformité avec les prescriptions de l'art. 254 de l'HGB, on renonce à enregistrer les pertes non réalisées résultant de risques couverts opération par opération au sein de l'entité d'évaluation comptabilisées au bilan, pour autant que ces pertes soient compensées par des gains non réalisés sur d'autres opérations du même montant. Cela se fait à raison du même montant et aussi longtemps que les variations de valeur ou les flux de liquidités résultant des éléments couverts et de l'instrument de couverture se compensent quant au risque couvert.

Les entités d'évaluation sont représentées dans le bilan d'IKB en appliquant les règles de la méthode du gel.

Dans le cas de la méthode du gel, les variations de valeur du risque couvert qui s'équilibrent (part ayant une incidence) ne sont pas comptabilisées au bilan. Aucun bénéfice non réalisé au sein d'une unité d'évaluation n'est pris en compte. Par contre, si la part non effective des variations de valeur des éléments couverts et des garanties résultant du risque couvert correspond à une perte, la Banque constitue une provision correspondante. À la différence de la méthode du gel, avec la méthode de la comptabilisation détaillée, le bilan affiche les variations de valeur vers le haut et vers le bas des éléments d'actif et des dettes, qui finissent par s'équilibrer du fait de la garantie du risque (montants sans incidence), en adaptant les valeurs comptables respectives.

Dans les cas où les conditions contractuelles de l'élément couvert et de la couverture se recouvrent exactement l'évaluation prospective de l'effectivité se fait en comparant les conditions contractuelles (*Critical Term Match*). Dans les autres cas, l'effectivité est assurée par la surveillance régulière des effets d'évaluation des éléments couverts et des opérations de couverture qui évoluent en sens contraire. Les relations de couverture sont constituées pour la durée restante des éléments couverts.

Il n'existe pas d'entités d'évaluation pour des transactions attendues avec une forte probabilité.

En ce qui concerne la gestion des risques financiers, le lecteur voudra bien se reporter aux informations données dans le rapport de gestion.

#### Informations relatives au bilan.

(20) Présentation de quelques postes du bilan sélectionnés en fonction de leur durée résiduelle contractuelle :

(En millions d'Euros)	Groupe		IKB AG	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Créances sur des établissements de crédit (1)	72,3	203,6	51,7	191,2
Ayant une durée restante de				
Moins de trois mois	22,0	123,8	2,4	111,4
Trois mois à un an	13,1	35,1	12,1	35,1
Un an à cinq ans	24,7	25,3	24,7	25,3
Plus de cinq ans	12,5	19,4	12,5	19,4
Créances sur des clients	9 925,4	9.887,8	11 348,8	11.467,0
Ayant une durée restante de				
Moins de trois mois	828,8	949,3	862,7	986,0
Trois mois à un an	1 066,6	1.495,0	1 262,4	1.618,3
Un an à cinq ans	5 922,6	5.177,2	6 550,0	6.292,3
Plus de cinq ans	2 107,4	2.266,3	2 673,7	2.570,4
Dettes envers des établissements de crédit (1)	7 598,5	6.439,2	7 553,1	6.415,7
Ayant une durée restante de				
Moins de trois mois	552,9	892,9	546,4	891,2
Trois mois à un an	881,7	1.121,9	872,9	1.115,6
Un an à cinq ans	4 949,1	3.247,8	4 919,6	3.232,6
Plus de cinq ans	1 214,8	1.176,6	1 214,2	1.176,3
Dettes envers des clients (1)	6 191,7	6.179,8	6 198,1	6.187,3
Ayant une durée restante de				
Moins de trois mois	914,2	922,0	921,8	929,5
Trois mois à un an	1 800,4	2.141,1	1 799,2	2.141,1
Un an à cinq ans	2 998,0	2.442,1	2 998,0	2.442,1
Plus de cinq ans	479,1	674,6	479,1	674,6
(1) Respectivement sans les créances et les dettes au jour le jour				

Parmi les obligations et les autres titres à revenu fixe comptabilisés, 375,7 millions d'euros au titre du Groupe (exercice précédent : 145,0 millions d'euros) et 369,6 millions d'euros au titre d'IKB AG (exercice précédent : 135,6 millions d'euros) sont payables l'exercice suivant. Parmi les obligations émises contenues dans les dettes titrisées, 285,7 millions d'euros au titre du Groupe (exercice précédent : 161,9 millions d'euros) et 233,3 millions d'euros au titre d'IKB AG (exercice précédent : 85,9 millions d'euros) sont payables l'exercice suivant.

(21) Entités d'évaluation. — Les entités d'évaluation existant au sein du Groupe sont essentiellement destinées à représenter les couvertures de risques résultant des taux ou des risques de change, voire des deux.

Au jour de référence, le Groupe présente des éléments couverts des entités d'évaluation qui sont des éléments d'actif dont la valeur comptable se monte à 177,6 millions d'euros (exercice précédent : 101,4 millions d'euros) et des dérivés ayant une valeur de marché négative de 0,4 million d'euros

(exercice précédent : 127,0 millions d'euros). Il n'existe pas d'entités d'évaluation au sein d'IKB AG à la date de référence (exercice précédent : dérivés ayant une valeur de marché négative de 125,6 millions d'euros).

Le recul par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement de la reprise chez IKB AG d'une unité d'évaluation pour la garantie des risques d'inflation.

Au jour de référence, les risques couverts au titre du Groupe se montent à 0,3 million d'euros (exercice précédent : 0,6 million d'euros) pour les éléments d'actif et à 0,3 million d'euros (exercice précédent : 9,9 millions d'euros) pour les dérivés. À la date de référence, chez IKB AG, il n'existe pas de risques couverts par des unités d'évaluation (exercice précédent : pour les dérivés 8,7 millions d'euros). Le risque garanti correspond à la modification des valeurs ou des flux de paiements de l'élément couvert qui sont compensés par les couvertures au sein de l'unité d'évaluation.

(22) Eléments de l'actifs en monnaie étrangère: Les volumes monétaires comptabilisés au bilan après conversion en euros sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

(En millions d'euros)	Groupe		IKB AG	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Éléments de l'actif	959,6	1.237,5	755,6	1.036,2

Les différences de montant entre les éléments de l'actif et les dettes sont couvertes en grande partie par des opérations de couverture de change.

(23) Opérations de pension. — La valeur comptable des actifs transférés dans le cadre d'opérations avec obligation de revente comptabilisés au bilan à son jour de référence se monte à 369,7 millions d'euros au titre du Groupe (exercice précédent : 2 162,3 millions d'euros) et à 374,0 millions d'euros au titre d'IKB AG (exercice précédent : 2.391,1 millions d'euros). Cette diminution est due notamment à l'utilisation d'autres sources de refinancement.

(24) Créances envers des entreprises liées et des sociétés avec lesquelles il existe un rapport de participation :

(En millions d'Euros)	Groupe			
	31 mars 2017		31 mars 2016	
	Entreprises liées	Sociétés avec lesquelles il existe un rapport de participation	Entreprises liées	Sociétés avec lesquelles il existe un rapport de participation
Créances sur des établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur les clients (1)	5,5	49,7	8,6	38,8
Autres éléments d'actif	-	0,1	-	-
(1) Les montants des valeurs de comparaison au 31 mars 2016 concernant les entreprises liées ont été adaptées vis-à-vis de sociétés ad hoc consolidées.				

(En millions d'Euros)	IKB AG			
	31 mars 2017		31 mars 2016	
	Entreprises liées	Sociétés avec lesquelles il existe un rapport de participation	Entreprises liées	Sociétés avec lesquelles il existe un rapport de participation
Créances sur des établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur les clients	2 524,2	49,5	2 535,7	38,6
Obligations et autres titres à revenus fixes (1)	-	-	221,7	-
Autres éléments d'actif	22,2	0,1	21,9	-
(1) Les montants des valeurs de comparaison au 31 mars 2016 concernant les entreprises liées ont été adaptées vis-à-vis de sociétés ad hoc consolidées.				

(25) Immobilisations :

— Groupe :

(En millions d'Euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs détenus en vertu de contrats de leasing	Participations	Parts dans des entreprises associées	Parts dans des entreprises liées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à taux variable	Total
Coût d'acquisition / de fabrication au 31 mars 2017	67,6	273,0	1 895,0	16,5	11,1	9,2	5 079,5	474,9	7 826,8
Acquisitions	3,6	3,3	345,7	-	-	-	3 219,7	3,7	3 576,0

Changements d'imputations	-	-	-	-	-	-0,1	-	-	-0,1
Effets résultant de la conversion de devises	-	-	1,1	-	-	-	4,3	-	5,4
Sorties	-0,2	-15,5	-455,6	-7,4	-	-4,3	-2 982,6	-1,3	-3 466,9
Coût d'acquisition / de fabrication au 31 mars 2017	71,0	260,8	1 786,2	9,1	11,1	4,8	5 320,9	477,3	7 941,2
Amortissements et revalorisations cumulés jusqu'au 31 mars 2016	-55,8	-53,0	-953,9	-5,4	3,9	-7,1	-43 8	-4,8	-1 119,9
Revalorisations	-	-	-	-	1,3	0,1	4,5	-	5,9
Amortissements et corrections de valeur	-4,4	-8,5	-291,2	-0,1	-	-	-1,1	-	-305,3
Changements d'imputations	-	-	-	-	-	-	-0,7	-	-0,7
Effets résultant de la conversion de devises	-	-	-0,5	-	-	-	-0,7	-	-1,2
Sorties	0,2	14,3	387,8	-	-	3,1	30,2	-	435,6
Amortissements et revalorisations cumulés jusqu'au 31 mars 2017	-60,0	-47,2	-857,8	-5,5	5,2	-3,9	-11,6	-4,8	-985,6
Valeurs comptables résiduelles au 31 mars 2017	11,8	213,6	928,4	3,6	16,3	0,9	5 309,3	472,5	6 955,6
Valeurs comptables résiduelles au 31 mars 2016	11,8	220,0	941,1	11,1	15,0	2,1	5 035,7	470,1	6 706,9

Les écritures de régularisation relatives aux intérêts de l'exercice présent et de l'exercice précédent sont incluses dans les entrées et les sorties.

— IKB AG :

(En millions d'Euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Participations	Parts dans des entreprises liées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à taux variable	Total
Coût d'acquisition / de fabrication au 31 mars 2016	86,5	223,2	1,2	1 159,1	4 725,7	1,7	6 197,4
Acquisitions	2,2	0,8	-	106,5	3 216,8	0,5	3 326,8
Changements d'imputation	-	-	-	-	-	-	-
Effets résultant de la conversion de devises	-	-	-	-	2,8	-	2,8
Sorties	-	-211,2	-	-4,1	-3 248,7	-	-3 464,0
Coût d'acquisition / de fabrication au 31 mars 2017	88,7	12,8	1,2	1 261,5	4 696,6	2,2	6 063,0
Amortissements et revalorisations cumulés jusqu'au 31 mars 2016	-81,9	-23,4	-0,5	-1 010,7	-37,0	-	-1 153,5
Revalorisations	-	-	-	7,1	2,1	-	9,2
Amortissements et corrections de valeur	-2,9	-2,2	-0,1	-	-1,7	-	-6,9
Changements d'imputation	-	-	-	-	-0,7	-	-0,7
Effets résultant de la conversion de devises	-	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	16,8	-	3,0	34,7	-	54,5
Amortissements et revalorisations cumulés jusqu'au 31 mars 2017	-84,8	-8,8	-0,6	-1 000,6	-2,6	-	-1 097,4
Valeurs comptables résiduelles au 31 mars 2017	3,9	4,0	0,6	260,9	4 694,0	2,2	5 965,6
Valeurs comptables résiduelles au 31 mars 2016	4,6	199,8	0,7	148,4	4 688,7	1,7	5 043,9

Les écritures de régularisation relatives aux intérêts de l'exercice présent et de l'exercice précédent sont incluses dans les entrées et les sorties.

Le goodwill inclus dans les immobilisations incorporelles est amorti sur la durée d'utilisation prévue de 10 ans, conformément à l'art. 253, paragr. 3, phrase 3 de l'HGB.

Pour ce qui est des immobilisations corporelles, les sorties concernent, chez IKB AG, notamment la vente intra-groupe de l'immeuble administratif occupé en partie par les bureaux du siège d'IKB à Düsseldorf à IKB Grundbesitzgesellschaft Düsseldorf GmbH & Co. KG, sise à Düsseldorf, effectuée en août 2016.

Au jour de référence du bilan, le Groupe affiche deux bâtiments utilisés en partie par la Banque (exercice précédent : deux) et des terrains d'une valeur comptable de 202,5 millions d'euros (exercice précédent : 204,4 millions d'euros). À la date de référence, IKB AG ne possède aucun immeuble utilisé par la Banque. L'exercice précédent, IKB AG possédait un immeuble utilisé en partie par la Banque d'une valeur comptable de 194,5 millions d'euros.

Les installations techniques, matériel et outillage sont inclus dans les immobilisations corporelles à raison de 11,0 millions d'euros (exercice précédent : 13,6 millions d'euros) au titre du Groupe et de 4,0 millions d'euros (exercice précédent : 5,0 millions d'euros) au titre d'IKB AG.

Au titre du Groupe, les sorties de participations qui se montent à 7,4 millions d'euros résultent essentiellement de la vente des parts dans AWEBA Werkzeugbau GmbH Aue, à Aue, effectuée au 30 juin 2016. Les sorties de participations dans des sociétés liées du Groupe résultent essentiellement de fusions ou de croissance par adjacence de sociétés liées non consolidées.



Les entrées des parts dans des entreprises liées dans IKB AG résultent essentiellement de dotations en capitaux dans le cadre de la vente intra-groupe de l'immeuble abritant les bureaux d'IKB à Düsseldorf.

Le poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » comprend essentiellement des emprunts d'États européens et des emprunts bancaires.

Dans les états financiers du Groupe, le poste « Actions et autres titres à revenu variable » comporte essentiellement des parts dans des entités ad hoc attribuées aux immobilisations.

Au sein du Groupe, en ce qui concerne les titres des immobilisations, on enregistre des pertes non réalisées se montant à 85,1 millions d'euros (exercice précédent : 31,5 millions d'euros) se rapportant à des valeurs comptables de 1 863,1 millions d'euros (exercice précédent : 705,3 millions d'euros) et des valeurs actuelles de 1 778,0 millions d'euros (exercice précédent : 673,8 millions d'euros). Au sein d'IKB AG, les pertes non réalisées sur les titres des immobilisations se montent au total à 1.310,4 millions d'euros (exercice précédent : 516,6 millions d'euros), elles se rapportent à 1 246,8 millions d'euros (exercice précédent : 463,6 millions d'euros) des valeurs comptables et à 63,6 millions d'euros (exercice précédent : 53,0 millions d'euros) des valeurs actuelles.

Ces décotes n'ont été amorties ni au titre du Groupe ni au titre d'IKB AG, étant donné que les différences sont jugées vraisemblablement non durables au sens de l'art. 253, paragr. 3 de l'HGB.

En ce qui concerne les éléments d'actif des immobilisations, suite aux diminutions de valeur durables probables au cours de l'exercice actuel, il a été procédé à des amortissements exceptionnels de 3,3 millions d'euros (exercice précédent : 2,8 millions d'euros) au titre du Groupe et de 1,8 millions d'euros (exercice précédent : 7,4 millions d'euros) au titre d'IKB AG.

Les valeurs indiquées ne contiennent pas de régularisations d'intérêts.

(26) Éléments de l'actif de rang subordonné :

(En millions d'euros)	Groupe		IKB AG	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Créances sur des clients	234,4	353,3	234,4	353,3
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	0,7	-	0,7
Total	234,4	354,0	234,4	354,0

(27) Titres négociables en bourse. — Les titres négociables en bourse inclus dans les postes du bilan présentés ci-après sont ventilés selon leur type de cotation en bourse :

31 mars 2017 (En millions d'Euros)	Groupe			IKB AG		
	Négociables en bourse total	Cotés en bourse	Non cotés en bourse	Négociables en bourse total	Cotés en bourse	Non cotés en bourse
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 329,7	5 252,9	76,8	4 714,5	4 686,5	28,0
Actions et autres titres à revenu variable	466,2	-	466,2	2,2	-	2,2
Participations	2,5	-	2,5	-	-	-

31 mars 2016 (En millions d'Euros)	Groupe			IKB AG		
	Négociables en bourse total	Cotés en bourse	Non cotés en bourse	Négociables en bourse total	Cotés en bourse	Non cotés en bourse
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 051,6	4 898,1	153,5	4 704,6	4 658,7	45,9
Actions et autres titres à revenu variable	465,8	-	465,8	1,7	-	1,7
Participations	2,5	-	2,5	-	-	-

Le poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » contient les titres négociables en bourse classés dans les immobilisations du Groupe d'un montant de 5 309,2 millions d'euros (exercice précédent : 5 035,7 millions d'euros) et dans celles d'IKB AG d'un montant de 4 694,0 millions d'euros (exercice précédent : 4 688,7 millions d'euros). Le poste « Actions et autres titres à revenu variable » contient des titres cotables en bourse classés dans les immobilisations du Groupe d'un montant de 466,2 millions d'euros (exercice précédent : 465,8 millions d'euros) et de 2,2 millions d'euros (exercice précédent : 1,7 million d'euros) dans celles d'IKB AG.

(28) Informations sur les fonds de placement. — Les fonds de placement dans lesquels les sociétés consolidées du Groupe IKB AG détiennent une part supérieure à 10 % sont ventilés ci-dessous en fonction des formes de placement.

(En millions d'Euros)	Groupe				IKB AG			
	Valeur comptable	Valeur de marché	Différence avec la valeur comptable	Distribution	Valeur comptable	Valeur de marché	Différence avec la valeur comptable	Distribution
	31/03/2017	31/03/2017	31/03/2017	2016/17	31/03/2017	31/03/2017	31/03/2017	2016/17
Fonds mixtes	293,9	293,9	-	10,2	262,9	262,9	-	9,1
Autres fonds spéciaux	464,1	460,7	-3,4	-	-	-	-	-
Total	758,0	754,6	-3,4	10,2	262,9	262,9	-	9,1

(En millions d'Euros)	Groupe				IKB AG			
	Valeur comptable	Valeur de marché	Différence avec la	Distribution	Valeur comptable	Valeur de marché	Différence avec la	Distribution

			valeur comptable				valeur comptable	
	31/03/2016	31/03/2016	31/03/2016	2015/16	31/03/2016	31/03/2016	31/03/2016	2015/16
Fonds mixtes	277,6	277,6	-	5,3	248,3	248,3	-	4,8
Autres fonds spéciaux	464,0	467,2	3,2	-	-	-	-	-
Total	741,6	744,8	3,2	5,3	248,3	248,3	-	4,8

Les autres entités ad hoc du Groupe détiennent des parts dans des fonds spéciaux étrangers qui investissent essentiellement dans des titres à revenu fixe européens et nord-américains.

En outre, des fonds placés conformément aux contrats de gestion fiduciaire ont été investis dans un fonds spécial allemand. Si les obligations de pensions (variant selon les règlements relatifs aux pensions et d'une société à l'autre) sont excédentaires par rapport aux fonds placés au titre des contrats de gestion fiduciaire cet excédent est comptabilisé en « Différence inscrite à l'actif provenant de la compensation d'actifs » (cf. n° (34)). Si les obligations de pension sont excédentaires par rapport aux obligations de pensions, la Banque comptabilise une provision pour pensions au passif. Ce fonds investit essentiellement dans des titres à revenu fixe et des parts d'investissement.

Toutes les parts dans des fonds peuvent être rendues chaque jour de bourse. La société de gestion peut suspendre la reprise des parts lorsqu'une situation exceptionnelle portant à croire que cette suspension est nécessaire dans l'intérêt des investisseurs se produit. Les sociétés de gestion n'ont pas fait usage de ce droit jusqu'ici.

(29) Parts dans des entreprises comptabilisées par mise en équivalence (*at equity*). — L'entreprise mentionnée dans le tableau ci-dessous est comptabilisée dans les comptes consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

Valeur comptable de la part dans l'entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence :

(En millions d'Euros)	31 mars 2017	31 mars 2016
Linde Leasing GmbH, Wiesbaden	16,3	15,0
Total	16,3	15,0

Chiffres-clés des bilans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence :

31 mars 2016 (En millions d'Euros)	Éléments d'actif	Dettes	Résultat net / perte nette	Produits
Linde Leasing GmbH, Wiesbaden	491,4	437,1	6,1	194,9

(30) Opérations de leasing. — Les éléments des immobilisations destinés à être loués (leasing de biens mobiliers) sont comptabilisés au bilan du Groupe en actifs détenus en vertu de contrats de leasing. Il s'agit essentiellement de contrats dits d'amortissement partiel dans le cas desquels l'opération de leasing est comptabilisée au bilan du bailleur.

(31) Les « Autres éléments de l'actif. — Les « Autres éléments de l'actif » sont les suivants :

(En millions d'Euros)	Groupe		IKB AG	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Postes de compensation des devises	27,9	35,6	27,9	34,8
Créances découlant d'opérations de leasing	42,0	27,3	-	-
Créances sur le fisc	26,9	37,8	19,4	29,8
Objets de location-vente non encore réalisés	10,5	9,3	-	-
Créances sur dérivés	7,1	2,1	7,1	2,1
Régularisation d'intérêts sur dérivés	80,1	104,7	80,2	105,2
Créances résultant de ventes et de prestation de services	4,0	2,6	0,7	0,8
Créances sur des entreprises liées	-	-	22,2	21,9
Autres éléments de l'actif	24,1	32,4	8,9	23,1
Total	222,6	251,8	166,4	217,7

Le poste de compensation des devises pour neutralisation du taux de change à cette date correspond dans le bilan aux produits sur devises provenant des dérivés monétaires du livre des immobilisations pris en compte pour évaluer les devises conformément à l'art. 340h de l'HGB.

Au sein du Groupe, les créances découlant d'opérations de leasing correspondent essentiellement à des acomptes versés sur des contrats de location-vente non encore facturés.

(32) Comptes de régularisation d'actif. — Les comptes de régularisation d'actif contiennent essentiellement des moins-values provenant des dettes comptabilisées au bilan consolidé à leur valeur nominale d'un montant de 3,5 millions d'euros (exercice précédent : 5,0 millions d'euros) et au bilan d'IKB AG pour un montant de 3,5 millions d'euros (exercice précédent : 5,0 millions d'euros) ainsi que des écritures de régularisation dans les comptes consolidés sur des opérations sur dérivés pour un montant de 91,8 millions d'euros (exercice précédent : 259,0 millions d'euros) et dans les comptes d'IKB AG pour un montant de 125,2 millions d'euros (exercice précédent : 304,8 millions d'euros).

(33) Actifs d'impôts différés :

(En millions d'Euros)	Groupe		IKB AG	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Excédent résiduel d'actifs d'impôts différés	255,0	253,6	249,0	249,7

Reports de pertes :

(En millions d'Euros)	Groupe		IKB AG	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Reports de pertes comptabilisés ayant une incidence sur l'impôt sur les sociétés	22,8	38,6	-	9,1
Reports de pertes comptabilisés ayant une incidence sur la taxe professionnelle	-	-	-	-

Les valeurs indiquées au titre des actifs d'impôt différé reposent essentiellement sur les différences entre le bilan commercial et le bilan fiscal, qui s'inverseront au cours des exercices suivants. Elles se réfèrent notamment à des provisions constituées conformément au droit commercial en prévision de pertes sur des dérivés incorporés (CDS), qui ne peuvent pas être prises en compte dans le bilan fiscal, ainsi qu'à des placements dans des fonds d'investissement des sociétés allemandes liées au Groupe par une convention d'intégration fiscale. En outre, les actifs d'impôts différés se rapportant à des reports de pertes fiscales ont été pris en compte si on peut être suffisamment sûr qu'une compensation de perte aura lieu dans les cinq exercices suivant la date de référence de reddition des comptes. Les calculs reposent respectivement sur les taux fiscaux locaux. On a affiché le solde de la charge fiscale par la décharge fiscale en résultant.

(34) Différence inscrite à l'actif provenant de la compensation d'actifs :

31 mars 2017 (En millions d'Euros)	Groupe	IKB AG
Éléments d'actif imputés		
Coûts d'acquisition	316,2	281,9
Valeur actuelle	337,7	301,0
Éléments de passif imputés		
Montant dû	-359,4	-312,5
Différence inscrite à l'actif résultant de la compensation d'actifs	7,3	7,2
Charges et produits imputés pendant l'exercice faisant l'objet du présent rapport	2016/17	2016/17
Charges et produits résultant des obligations de versement de pensions		
Charges résultant des pensions à verser	-28,6	-24,9
Charges et produits résultant des actifs de couverture		
Produits résultant des actifs de couverture	18,3	16,5
Charges résultant des actifs de couverture	-	-
Produit net / charge nette	-10,3	-8,4

31 mars 2016 (En millions d'Euros)	Groupe	IKB AG
Éléments d'actif imputés		
Coûts d'acquisition	296,5	266,4
Valeur actuelle	311,6	278,7
Éléments de passif imputés		
Montant dû	-306,1	-266,8
Différence inscrite à l'actif résultant de la compensation d'actifs	12,0	11,9
Charges et produits imputés pendant l'exercice faisant l'objet du présent rapport	2015/16	2015/16
Charges et produits résultant des obligations de versement de pensions		
Charges résultant des pensions à verser	-20,6	-18,0
Charges et produits résultant des actifs de couverture		
Produits résultant des actifs de couverture	5,9	5,3
Charges résultant des actifs de couverture	-32,0	-28,7
Produit net / charge nette	-46,7	-41,4

La valeur actuelle des actifs délocalisés dans le cadre de contrats de gestion fiduciaire (CTA) résulte des valeurs d'inventaire qui ont été calculées par la société d'investissement au jour de référence du bilan.

(35) Dettes à court terme envers des entreprises liées et des sociétés avec lesquelles il existe un rapport de participation :

en millions d'euros	Groupe
---------------------	--------

	31 mars 2017		31 mars 2016	
	Entreprises liées	Sociétés avec lesquelles il existe un rapport de participation	Entreprises liées	Sociétés avec lesquelles il existe un rapport de participation
Dettes envers sur des établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers des clients	2,2	0,5	3,7	0,8
Dettes titrisées	-	-	-	-
Autres dettes	329,5	-	165,2	-

en millions d'euros	IKB AG			
	31 mars 2017		31 mars 2016	
	Entreprises liées	Sociétés avec lesquelles il existe un rapport de participation	Entreprises liées	Sociétés avec lesquelles il existe un rapport de participation
Dettes envers sur des établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers des clients	96,2	0,5	35,0	0,8
Dettes titrisées	-	-	250,1	-
Autres dettes (1)	19,7	-	230,0	-

(1) Ce tableau indique pour la première fois également des dettes envers des sociétés ad hoc consolidées. La valeur de comparaison au 31 mars 2016 a été modifiée à raison de 214,0 millions d'euros.

(36) Dettes à long terme en monnaie étrangère. — Les volumes monétaires comptabilisés au bilan après conversion en euros sont indiqués dans le tableau ci-dessous:

en millions d'euros	Groupe		IKB AG	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Dettes (1)	429,0	316,2	364,8	439,3

(1) La valeur comparative au 31 mars 2016 a été augmentée de 175 millions d'euros composés de dettes en monnaie étrangère envers des clients privés ainsi que d'une émission d'obligations.

Les différences de montant entre les éléments de l'actif et les dettes sont couvertes en grande partie par des opérations de couverture de change.

(37) Autres dettes à court terme. — La composition des « Autres dettes » est la suivante :

(En millions d'Euros)	Groupe		IKB AG	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Titrisation de cessions parfaites ( <i>true sale</i> )	-	-	-	213,4
Dettes sur la cession de créances résultant d'opérations de leasing	329,5	172,4	-	-
Titrisations synthétiques	-	-	0,8	0,5
Obligations provenant de dérivés	31,6	21,0	31,6	21,0
Régularisation d'intérêts sur dérivés	59,5	101,0	57,7	96,4
Dettes envers le fisc	10,0	12,8	8,2	10,7
Compte de régularisation de dettes subordonnées	2,2	2,4	2,2	2,4
Dettes sur achats et prestations de services	11,2	12,2	9,5	11,4
Autres dettes	41,1	23,4	55,6	23,2
Total	485,1	345,2	165,6	379,0

Au sein du Groupe, des créances résultant d'opérations de leasing ont été vendues à des sociétés ad hoc non consolidées. La transaction n'a pas entraîné de sortie du bilan, de telle sorte qu'à ces créances résultant d'opérations de leasing vendues correspondent d'autres dettes. Pour assurer la transparence, ces dettes sont comptabilisées séparément en « Dettes sur la cession de créances résultant d'opération de leasing ».

Les autres dettes à court terme au 31 mars 2017 comportent aussi bien au titre du Groupe que d'IKB AG 32,2 millions d'euros de dettes à court terme correspondant à des droits de jouissance (*Genussscheine*) arrivés à maturité. Le recul des dettes résultant de la titrisation de cessions parfaites au sein d'IKB AG provient de la fin de la transaction Bacchus 2008-2.

(38) Comptes d'attente du passif. — Les comptes d'attente du passif comprennent essentiellement des déports provenant de créances comptabilisées au bilan à leur valeur nominale de 21,1 millions d'euros au titre du Groupe (exercice précédent : 22,8 millions d'euros) et de 21,1 millions d'euros au titre d'IKB AG (exercice précédent : 22,8 millions d'euros), de comptes d'attente en liaison avec les opérations de leasing de 66,9 millions d'euros au titre du Groupe (exercice précédent : 48,4 millions d'euros) ainsi que de comptes d'attente pour des opérations de dérivés de 33,7 millions d'euros au titre du Groupe (exercice précédent : 72,6 millions d'euros) et de 61,2 millions d'euros au titre d'IKB AG (exercice précédent : 129,7 millions d'euros).

(39) Provisions pour pensions. — Les provisions pour pensions comptabilisées se montent à 31,4 millions d'euros au titre du Groupe (exercice précédent : 8,7 millions d'euros) et à 18,7 millions d'euros au titre d'IKB AG (exercice précédent : 0,0 million d'euros). Pour de plus amples informations, cf. n° (34).

Il a été fait usage de l'option proposée par la loi BilMoG, selon laquelle lors de sa première application le montant de la dotation aux provisions pour pensions peut être réparti uniformément sur une période de quinze ans. La dotation non encore effectuée au 31 mars 2017 se monte à 10,6 millions d'euros (exercice précédent : 41,8 millions d'euros) au titre du Groupe et à 9,7 millions d'euros (exercice précédent : 36,8 millions d'euros) au titre d'IKB AG. Il a été procédé à une dotation exceptionnelle par charges de 26,6 millions d'euros au titre du Groupe et de 23,0 millions d'euros au titre d'IKB AG pendant l'exercice 2016/17.

Suite à l'obligation d'appliquer la modification de l'art. 253 de l'HGB, les provisions pour pensions qui sont évaluées au taux d'intérêt moyen à dix ans sur le marché présentent l'écart suivant :

<b>31 mars 2017</b> <b>(En millions d'Euros)</b>	<b>Groupe</b>	<b>IKB AG</b>
Évaluation de l'obligation selon le taux d'intérêt moyen à dix ans sur le marché	353,5	307,6
Évaluation de l'obligation selon le taux d'intérêt moyen à sept ans sur le marché	397,7	345,8
Écart conformément à l'art. 253, paragr. 6 de l'HGB	44,2	38,2

(40) Dettes subordonnées. — Dans ce poste sont comptabilisées des dettes qui, en cas d'insolvabilité ou de liquidation, ne seront remboursées qu'après désintéressement de tous les autres créanciers non subordonnés, en vertu de conventions contractuelles. Aucune obligation de remboursement anticipé ni aucune participation aux pertes réalisées sur les opérations en cours ne sont prévues. En règle générale, les intérêts sont dus et payés à la Banque indépendamment du résultat de l'exercice. Les actions privilégiées émises pendant l'exercice 2004/05 constituent une exception. Si IKB AG réalise un bénéfice distribuable, IKB Funding Trust verse des intérêts sur ces actions privilégiées. Les régulations d'intérêts se rapportant aux dettes subordonnées sont comptabilisées en autres dettes.

Au jour de référence, les dettes subordonnées se montent à 695,8 millions d'euros (exercice précédent : 921,7 millions d'euros) au titre du Groupe et à 220,7 millions d'euros (exercice précédent : 446,6 millions d'euros) au titre d'IKB AG. Les frais financiers correspondants du présent exercice se montent à 9,4 millions d'euros (exercice précédent : 10,4 millions d'euros) au titre du Groupe et à 9,4 millions d'euros (exercice précédent : 10,4 millions d'euros) au titre d'IKB AG. L'émission 2004/05 (Groupe) n'a donné lieu à aucune charge financière au titre du présent exercice, étant donné que le paiement est assujéti à la réalisation d'un bénéfice au bilan par IKB AG.

Postes excédant 10 % du montant total respectif du Groupe et d'IKB AG :

<b>Groupe</b> <b>Année d'émission</b>	<b>Valeur comptable</b> <b>(En millions d'Euros)</b>	<b>Devise</b>	<b>Taux d'intérêt</b> <b>en %</b>	<b>Date d'échéance</b>
2002/2003 (Groupe)	75,1	EUR	(1)	illimitée
2005/2006	108,7	JPY	2,76	21.07.2035
2004/2005 (Groupe)	400,0	EUR	(2)	illimitée

<b>IKB AG</b> <b>Année d'émission</b>	<b>Valeur comptable</b> <b>(En millions d'Euros)</b>	<b>Devise</b>	<b>Taux d'intérêt</b> <b>en %</b>	<b>Date d'échéance</b>
2005/2006	108,7	JPY	2,76	21.07.2035
(1) Taux 3M-EURIBOR + 1,5 %				
(2) Taux 10Y-EUR-Mid-Swap + 5bp, Cap 9%				

(41) Capital en droit de jouissance. — À la date de référence du bilan, le capital en droit de jouissance se monte à 0,0 million d'euros (exercice précédent : 32,2 millions d'euros) à raison d'une valeur nominale de 0,0 million d'euros (exercice précédent : 120,0 millions d'euros) après les pertes du Groupe et d'IKB AG. Les titres de droit de jouissance participant pour la dernière fois à la perte ou au bénéfice de l'exercice au 31 mars 2017 et arrivant à maturité au 1<sup>er</sup> août 2017, dont la valeur comptable se monte à 32,2 millions d'euros, ont été reclassés en « Autres dettes à court terme » (cf. n° (37)).

Dans le cas d'un droit de jouissance arrivé à maturité dès 2015, la redotation du montant du remboursement après la prise en charge d'une perte ainsi que le versement d'intérêts n'ayant pas encore été effectué sont prévus dans les conditions d'émission à condition que les conditions requises pour un retour à une meilleure fortune dans un délai imparti soient réunies.

Le capital en droit de jouissance en portefeuille n'a pas donné lieu au versement d'intérêts au titre de l'exercice 2016/17. Si les conditions requises pour le versement d'intérêts avaient été réunies lors de l'exercice 2016/17, des intérêts sur le capital en droit de jouissance d'un montant de 6,3 millions d'euros (exercice précédent : 6,3 millions d'euros) auraient dû être versés.

(42) Fonds pour risques bancaires généraux. — Le fonds pour risques bancaires généraux conformément à l'art. 340g de l'HGB, qui est reconnu comme fonds propres durs selon le règlement CRR, se monte à 585,0 millions d'euros (exercice précédent : 585,0 millions d'euros) à la date de référence du bilan aussi bien au titre du Groupe que d'IKB AG. Ce fonds, constitué en tenant compte des risques bancaires généraux de l'établissement, sert, entre autres, à la garantie contre les risques décrits dans le rapport de gestion.

(43) Évolution du capital. — Actions propres: L'Assemblée générale du 5 septembre 2013 a autorisé la Société à racheter jusqu'au 4 septembre 2018 ses propres actions à des fins de négoce de titres et à les revendre. Le portefeuille des actions pouvant être ainsi acquises ne doit pas dépasser 5 % du capital social en fin de journée. Ces propres actions ajoutées aux propres actions acquises pour d'autres raisons et qui se trouvent en possession de la Société ou lui sont impérativement imputables en vertu de l'art. 71a sqq. de la loi AktG ne doivent jamais dépasser 10 % du capital social. La Société n'a pas fait usage de cette autorisation au cours de l'exercice 2016/17.

L'Assemblée générale a résilié, par sa décision du 1<sup>er</sup> septembre 2016, son autorisation donnée également le 5 septembre 2013 relative à l'acquisition et à l'utilisation d'actions propres dans d'autres buts que le négoce de titres. Elle l'a remplacée par une nouvelle autorisation. En effet, l'autorisation décernée le 5 septembre 2013 par l'assemblée générale reposait encore sur le cours de l'action sur le marché de gré à gré à la bourse de Francfort. Étant donné qu'à la date de l'assemblée générale de 2016, les actions d'IKB Deutsche Industriebank AG n'étaient plus négociées sur le marché de gré à gré de la bourse de Francfort, l'autorisation du 5 septembre 2013 était devenue caduque. Compte tenu de ces faits, la Société a donc été autorisée par décision de l'assemblée générale en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016, à acquérir jusqu'au 31 août 2021 ses propres actions pour un volume limité à 10 % du capital social dans d'autres buts que le négoce de titres. L'acquisition des actions se fait dans le respect du principe d'équité de traitement aux termes de l'art. 53a de l'AktG. Si le nombre d'actions proposées au rachat dépasse la limite prévue de leur nombre, leur acceptation se fait selon des quotas. Il peut être prévu d'accepter en priorité les paquets d'actions inférieurs à 100 actions par actionnaire. Le prix de rachat de l'action (hors frais annexes d'acquisition) se montera au minimum à 0,05 €, au maximum à 2,00 €. Ces propres actions ajoutées aux propres actions acquises pour d'autres raisons et qui se trouvent en possession de la Société ou lui sont imputables en vertu des art. 71a sqq de l'AktG ne doivent jamais dépasser 10 % du capital social de la Société conformément à cette autorisation. Les actions acquises peuvent être revendues par le biais d'une offre à tous les actionnaires ou, si elles sont de nouveau négociées en bourse, vendues par l'intermédiaire de la bourse ou bien reprises totalement ou en partie. Il n'a pas été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2016/17.

La Société n'a pas possédé d'actions propres pendant l'exercice 2016/17, il n'y a eu aucune entrée ni aucune utilisation.

— Capitaux propres : L'Assemblée générale du 5 septembre 2013 a autorisé le Directoire, sous réserve de l'accord du Conseil de surveillance, à augmenter jusqu'au 4 septembre 2018 le capital de la Société d'un montant limité au total à 560.000.000,00 euros en échange d'apports en nature ou en liquide par l'émission d'actions nominales nouvelles. Le nombre d'actions doit augmenter dans la même proportion que le capital social. Le droit d'acquisition des actionnaires prévu par la loi peut être exclu avec l'accord du Conseil de surveillance dans le cadre de l'autorisation. Le capital autorisé a été consigné au registre du commerce en date du 14 octobre 2013. Il n'a pas été fait usage de cette autorisation au cours de l'exercice 2016/17.

L'Assemblée générale du 4 septembre 2014 a autorisé le Directoire, sous réserve de l'accord du Conseil de surveillance, à augmenter jusqu'au 3 septembre 2019 le capital de la Société d'un montant pouvant atteindre au total 250.732.700,16 euros en échange d'apports en liquide ou en nature par l'émission de 97.942.461 actions nominales nouvelles au maximum. Le nombre d'actions doit augmenter dans la même proportion que le capital social. Le droit d'acquisition des actionnaires prévu par la loi peut être exclu avec l'accord du Conseil de surveillance dans le cadre de l'autorisation. Le capital autorisé a été consigné au registre du commerce en date du 28 octobre 2014. Il n'a pas été fait usage de cette autorisation au cours de l'exercice 2016/17.

Les décisions d'autorisations adoptées par l'assemblée générale des 4 septembre 2014 et 27 août 2015 relatives à l'émission d'obligations convertibles et/ou d'obligations à option, valables jusqu'au 3 septembre 2019 ou, en l'occurrence, jusqu'au 26 août 2020 étaient basées respectivement sur le cours de l'action sur le marché de gré à gré de la bourse des titres de Francfort. Étant donné qu'à la date de l'assemblée générale de 2016, les actions d'IKB Deutsche Industriebank AG n'étaient plus négociées sur le marché de gré à gré de la bourse de Francfort, les autorisations du 4 septembre 2014 et du 27 août 2015 étaient devenues caduques. Compte tenu de ces faits, l'assemblée générale a donc annulé ces deux autorisations par décision du 1<sup>er</sup> septembre 2016. En même temps, l'assemblée générale a autorisé le 1<sup>er</sup> septembre 2016 le directoire, avec l'accord du conseil de surveillance, à émettre jusqu'au 31 août 2021 à une ou plusieurs reprises, également simultanément en plusieurs tranches, des obligations à option et/ou des obligations convertibles ou bien une combinaison de ces deux instruments (dénommés ci-après « obligations ») pour un montant total pouvant atteindre 1.600.000.000,00 € avec ou sans limite de durée et à accorder aux détenteurs d'obligations à option ou d'obligations convertibles jusqu'à 312.500.000 actions nominales représentant une part du capital social pouvant atteindre 800.000.000,00 € en vertu des conditions respectives des obligations. Cette décision a été inscrite en date du 21 octobre 2016 au registre du commerce. Il n'a pas été fait usage de cette autorisation au cours de l'exercice 2016/17.

À la fin de la période faisant l'objet du présent rapport, le capital social se monte à 633.384.923 actions ayant une valeur mathématique de 2,56 € par action. Le capital social se monte à 1.621.465.402,88 €.

— Instruments de capital hybride : Les titres privilégiés de fiducie (*trust preferred securities*) ou les émissions sous forme d'apports d'associés tacites entrent dans la catégorie des instruments de capital hybride. En cas d'insolvabilité ceux-ci sont servis après le remboursement de toutes les dettes subordonnées et des bons de jouissance émis.

Au sein du Groupe, des *trust preferred securities* ont été émis par deux filiales fondées à cet effet aux États-Unis. À la différence des actions privilégiées allemandes (*Vorzugsaktie*), ces actions privilégiées (*preferred shares*) ne participent pas au résultat de la liquidation des sociétés émettrices. Les apports en espèces des associés tacites dont la durée est illimitée, ne peuvent être résiliés que par l'émettrice, au plus tôt depuis 2013 ou, en l'occurrence, 2014. Une autre condition à la résiliation est que la valeur de remboursement atteigne de nouveau la valeur initiale de l'apport. Dans le cas de ces actions privilégiées, une durée illimitée est convenue pour l'investisseur.

Au 31 mars 2017, les valeurs comptables des *preferred shares* du Groupe demeurent inchangées par rapport à leurs valeurs nominales de 475,1 millions d'euros.

IKB AG a reçu des apports tacites d'associés. Pour calculer le quota de perte, l'apport des associés tacites est comparé aux capitaux propres comptabilisés au bilan y compris les bons de jouissance. Les droits à remboursement des associés tacites et donc les valeurs comptables demeurent de 0,0 million d'euros (exercice précédent : 0,0 million d'euros) suite à la participation aux pertes du Groupe et l'AG enregistrées au cours des exercices précédents, tandis que leur valeur nominale s'élève à 400,0 millions d'euros. Les conditions d'émission prévoient expressément la reconstitution du montant remboursable après une participation aux pertes dès lors que les conditions correspondantes seront réunies. Pour de plus amples informations, cf. n° (70).

De même que l'exercice précédent, le capital hybride n'a pas occasionné de frais financiers.

— Évolution des capitaux propres :

#### Groupe :

(En millions d'Euros)	1er avril 2016	Modifications du périmètre de consolidation	Variation des réserves	Autres variations	Résultat net du Groupe	Distribution	31 mars 2017
Capital appelé	1 621,5	-	-	-	-	-	1 621,5
Capital souscrit	1 621,5	-	-	-	-	-	1 621,5
Réserve sur capital	1 750,7	-	-	-	-	-	1 750,7
Réserve sur bénéfices	5,3	-	-0,1	-	-	-	5,2

Réserve légale	2,4	-	-	-		2,4
Autres réserves sur bénéfices	2,9	-	-0,1	-		2,8
Écart de capitaux propres provenant des conversions de devises	-5,7	-	-	1,4		-4,3
Perte au bilan	-2 369,1	-	-	-	25,5	-2 335,6
Participations ne donnant pas le contrôle	-	1,4	-	-	0,1	-0,1
Capitaux propres	1 010,7	1,4	-0,1	1,4	25,6	-0,1

(En millions d'Euros)	1er avril 2015	Modifications du périmètre de consolidation	Variation des réserves	Autres variations	Résultat net du Groupe	Distribution	31 mars 2016
Capital appelé	1 621,5	-	-	-	-	-	1 621,5
Capital souscrit	1 621,5	-	-	-	-	-	1 621,5
Réserve sur capital	1 750,7	-	-	-	-	-	1 750,7
Réserve sur bénéfices	5,1	-	0,2	-	-	-	5,3
Réserve légale	2,4	-	-	-	-	-	2,4
Autres réserves sur bénéfices	2,7	-	0,2	-	-	-	2,9
Écart de capitaux propres provenant des conversions de devises	-5,5	-	-	-0,2	-	-	-5,7
Perte au bilan	-2 371,5	-	-	-	10,4	-	-2 361,1
Capitaux propres	1 000,3	-	0,2	-0,2	10,4	-	1 010,7

IKB AG :

(En millions d'Euros)	1er avril 2016	Prélèvements	Dotations	Répartition du résultat de l'exercice	31 mars 2017
Capital appelé	1.621,5				1.621,5
Capital souscrit	1.621,5				1.621,5
Réserve sur capital	1.750,7				1.750,7
Réserve sur bénéfices	2,4				2,4
Réserve légale	2,4				2,4
Autres réserves sur bénéfices	-				-
Perte au bilan	-2.167,3				-2.167,3
Capitaux propres	1.207,3				1.207,3

(En millions d'Euros)	1er avril 2015	Prélèvements	Dotations	Répartition du résultat de l'exercice	31 mars 2016
Capital appelé	1 621,5				1 621,5
Capital souscrit	1 621,5				1 621,5
Réserve sur capital	1 750,7				1 750,7
Réserve sur bénéfices	2,4				2,4
Réserve légale	2,4				2,4
Autres réserves sur bénéfices	-				-
Perte au bilan	-2 167,3				-2 167,3
Capitaux propres	1 207,3				1 207,3

Les participations ne donnant pas le contrôle sont celles d'associés minoritaires des filiales d'IKB Grundbesitzgesellschaft Düsseldorf GmbH & Co. KG et d'IKB Grundbesitzgesellschaft Frankfurt GmbH & Co. KG.

Les fonds propres du Groupe tels qu'ils sont définis à l'art. 72 du règlement CRR se montent au total à 2,2 milliards d'euros (exercice précédent : 2,2 milliards d'euros). Les fonds propres de catégorie 1 du Groupe tels qu'ils sont définis à l'art. 50 du règlement CRR se montent au total à 1,5 milliard d'euros (exercice précédent : 1,5 milliard d'euros).

Les fonds propres d'IKB AG tels qu'ils sont définis à l'art. 72 du règlement CRR se montent au total à 2,0 milliards d'euros (exercice précédent : 2,0 milliards d'euros). Les fonds propres de catégorie 1 d'IKB AG tels qu'ils sont définis à l'art. 50 du règlement CRR se montent au total à 1,8 milliard d'euros (exercice précédent : 1,8 milliard d'euros).

Les montants qui sont interdits de distribution sont les suivants :

Groupe :

<b>31 mars 2017</b> <b>(En millions d'Euros)</b>	<b>Produit brut</b>	<b>Actif d'impôt différé</b>	<b>Passif d'impôt différé</b>	<b>Montant interdit de distribution</b>
Produits non réalisés sur les actifs des régimes	21,4	-	-6,0	15,4
Impôt différé comptabilisé à l'actif	-	319,8	-58,8	261,0
Écart résultant de la modification du taux d'intérêt de marché utilisé pour évaluer les obligations de pension	44,3	-	-	44,3
<b>Total</b>	<b>65,7</b>	<b>319,8</b>	<b>-64,8</b>	<b>320,7</b>

IKB AG :

<b>31 mars 2017</b> <b>(En millions d'Euros)</b>	<b>Produit brut</b>	<b>Actif d'impôt différé</b>	<b>Passif d'impôt différé</b>	<b>Montant interdit de distribution</b>
Produits non réalisés sur les actifs des régimes	19,2	-	-6,0	13,2
Impôt différé comptabilisé à l'actif	-	255,8	-0,7	255,1
Écart résultant de la modification du taux d'intérêt de marché utilisé pour évaluer les obligations de pension	38,2	-	-	38,2
<b>Total</b>	<b>57,4</b>	<b>255,8</b>	<b>-6,7</b>	<b>306,5</b>

(44) Dettes éventuelles et autres engagements. — Parmi les cautions et les garanties, le poste « Dettes éventuelles » à la date de référence du bilan inclut également des CDS (la Banque est garante) de 1.089,6 millions d'euros (exercice précédent : 824,4 millions d'euros) tant au titre du Groupe qu'à celui d'IKB AG. IKB a pris en charge le risque de défaut de signature pour certains portefeuilles de crédits pour le cas où se produiraient des événements respectivement définis.

Suite à la reprise libératoire des dettes subordonnées par MATRONA GmbH, à Düsseldorf, (MATRONA) au cours de l'exercice 2011/12, IKB AG a fourni une déclaration de garantie au profit de MATRONA, stipulant qu'elle se porte garante des obligations de paiement de MATRONA en rapport avec la reprise des dettes subordonnées par cette société.

Le poste « Autres engagements » contient essentiellement des promesses de crédit irrévocables en rapport avec des crédits non appelés et des lignes de crédit revolving.

À la date du bilan, il n'existe pas de dettes éventuelles ni d'autres dettes envers des entreprises associées.

L'évaluation du risque résultant de l'exercice de ces droits qui entraînent des dettes éventuelles et d'autres engagements se fait sur la base de paramètres établis dans le cadre de la régulation des risques. Si, par suite de la détérioration de la qualité de la signature d'un emprunteur un recours total ou partiel est attendu, la Banque constitue des provisions pour charges. Des détails sur ce processus de gestion des risques sont donnés dans le rapport sur les risques du rapport de gestion.

(45) Autres obligations financières. — Les autres obligations financières se montent au total à 1 482,5 millions d'euros (exercice précédent : 1 497,2 millions d'euros) au titre du Groupe et à 1 579,8 millions d'euros (exercice précédent : 1 473,6 millions d'euros) au titre d'IKB AG à la date de référence.

La part essentielle concerne des renonciations des associés à leurs créances contre des clauses de remise de dette en cas de retour à une meilleure fortune à hauteur de 1 151,5 millions d'euros (exercice précédent : 1 151,5 millions d'euros).

De plus, il existe des obligations financières résultant de contrats de bail à long terme pour la durée de la location se montant à 15,8 millions d'euros (exercice précédent : 26,8 millions d'euros) au titre du Groupe et 116,3 millions d'euros (exercice précédent : 9,7 millions d'euros) au titre d'IKB AG. L'augmentation chez IKB AG provient notamment du fait que la Banque ; a cédé en août 2016 le bâtiment administratif qu'elle utilise au siège de Düsseldorf à une société du Groupe, IKB Grundbesitzgesellschaft Düsseldorf GmbH & Co. KG, à Düsseldorf, et que cela a créé de nouvelles obligations financières suite à des contrats de bail à long terme. Des contrats de bail restent en vigueur pour les succursales de la Banque, ils concernent des bâtiments utilisés pour les activités bancaires. Pour le cas où les charges dépasseraient le profit du contrat de bail, des provisions pour risques de pertes sur des opérations en cours sont créées. Le risque ou l'avantage résident dans le fait qu'après l'écoulement d'un contrat de bail à durée déterminée la prolongation de ce contrat ou la location suivante peut se faire à des conditions plus ou moins avantageuses.

Suite aux pertes réalisées les exercices précédents, les droits de jouissance (*Genussscheine*) échus au 31 mars 2015 et correspondant à un montant de 150 millions d'euros n'ont pas été remboursés. Si les possesseurs de droits de jouissance devaient avoir droit à la reconstitution du capital en droits de jouissance en vertu des conditions de ces derniers au cours d'une période de quatre ans de retour à une meilleure fortune à compter de leur maturité, le montant du remboursement redeviendrait actif. Celui-ci est payable directement et n'est pas assujéti à un intérêt.

Les loyers qui seront dus à l'avenir, suite à des contrats de leasing d'éléments d'actifs faisant partie des installations techniques, du matériel et de l'outillage, constituent d'autres obligations de paiement. Le droit d'utilisation d'un élément d'actif est transféré au preneur par le bailleur en échange de paiements réguliers par les contrats de leasing.

D'autres obligations de paiement résultent d'obligations d'achat consignées dans des contrats de service. Dans le cas de ces contrats, le risque est que les conditions contractuelles soient désavantageuses par rapport aux conditions au moment de l'exécution du contrat ou bien que les coûts stipulés au contrat dépassent l'utilité économique.

Au jour de référence du bilan, ni le Groupe ni IKB AG n'ont d'obligations de paiement provenant d'actions, de parts dans des GmbH ou de parts dans des filiales non consolidées non entièrement libérées ainsi que de la participation que détient IKB Invest GmbH et des prêts subordonnés.

Parmi les obligations financières d'IKB AG, 111,2 million d'euros (exercice précédent : 0,7 million d'euros) concernent des entreprises liées.

— Différend avec le fisc : En août 2015, IKB AG avait reçu des avis d'imposition, pour lesquels l'administration fiscale avait appliqué sa conception des art. 8c de la KStG et 10a de la loi relative à la taxe professionnelle (Gewerbesteuer-gesetz, GewStG) à l'augmentation de capital d'IKB AG



effectuée cette année-là suivie de la vente des parts dans IKB détenues jusqu'alors par KfW à Lone Star au cours de l'exercice 2008/09, qui divergeait de celle de la Banque. IKB avait introduit des recours contre les avis d'imposition en formant opposition. L'impôt sur les sociétés ainsi que la contribution de solidarité, majorés des intérêts au titre de l'exercice 2009, ont été payés (au total 141 millions d'euros, intérêts compris). Au cours de l'exercice 2016/17, la correction des déclarations d'impôt de 2009 a donné lieu au remboursement de 8 millions d'euros (intérêts compris) au total par l'administration fiscale. En ce qui concerne la taxe professionnelle la demande de suspension d'exécution demandée par IKB a été acceptée. De ce fait, la taxe professionnelle ainsi que les intérêts s'y rapportant n'ont pas dû être payés. Entretemps, IKB a reçu des décisions relatives à ces oppositions et intenté une action en justice auprès du tribunal des finances de Düsseldorf.

La cour constitutionnelle fédérale, par son arrêt du 29 mars 2017, a classé les dispositions de l'art. 8c de la KStG concernant les acquisitions de participations nocives de plus de 25 % et jusqu'à 50 % comme étant incompatibles avec la constitution. IKB estime que les principes de cette décision devraient également s'appliquer au cas ci-dessus, dans lequel il s'agissait toutefois d'une participation supérieure à 50 %, de telle sorte que cet arrêt n'est pas directement applicable. De plus, le législateur a la possibilité d'adopter jusqu'à la fin de 2018, rétroactivement, une réglementation conforme à la constitution, si bien que l'issue est encore incertaine. L'arrêt confirme la conception juridique qu'avait IKB jusqu'ici.

Si, suite à l'application des art. 8c de la KStG et 10a de la GewStG aux pertes déductibles pour le calcul de la taxe professionnelle dans le cadre de la convention d'intégration fiscale, IKB devait, contre toute attente, perdre lors d'une éventuelle dernière instance de recours judiciaire, il pourrait en résulter une obligation de paiement de la taxe professionnelle majorée des intérêts dus se montant à environ 152 millions d'euros (intérêts calculés jusqu'au 31 mars 2017) en plus du montant mentionné ci-dessus ainsi que des cotisations à la Chambre de l'Industrie et du Commerce redevables en sus jusqu'à la conclusion de la procédure. 0,6 million d'intérêts supplémentaires viendraient s'y ajouter chaque mois.

Aleanta GmbH (filiale à 100 % d'IKB AG, sans contrat de transfert de résultat et donc n'entrant pas dans le périmètre d'intégration fiscale) a reçu, à titre de successeur dans la totalité, dans le cadre du contrôle fiscal d'une société (Olessa GmbH) à laquelle elle a succédé fin avril 2016 un premier courrier de l'administration fiscale dans lequel cette dernière annonce envisager de considérer la fusion rétroactive d'Aleanta GmbH avec Olessa GmbH qui a eu lieu dans le courant de l'exercice 2010/11, comme un cas relevant de l'art. 42 du code fiscal allemand (*Abgabenordnung*, AO). Le contrôle fiscal n'est pas encore terminé. Aleanta GmbH s'est exprimée sur les faits et l'avis actuel du contrôleur fiscal. Le risque maximal se monte à environ 27 millions d'euros d'impôts augmentés des intérêts dus (environ 8 millions d'euros calculés jusqu'au 31 mars 2017) plus 0,2 million d'euros de cotisations dues à la Chambre de l'Industrie et du Commerce. La Banque a l'intention d'introduire un recours si nécessaire.

(46) Opérations hors bilan. — Conformément aux art. 285, n° 3 de l'HGB et 314, paragr.1, n° 2 de l'HGB, le type et le but des opérations non comptabilisées au bilan ainsi que les risques et les avantages qu'elles présentent doivent être indiqués dans les notes annexes si cela est nécessaire pour l'évaluation de la situation financière. Pour permettre de la juger, il peut être nécessaire de donner des informations surtout sur les opérations susceptibles d'avoir une incidence importante sur son amélioration ou sa détérioration ou qui sont à considérer comme étant exceptionnelles en ce qui concerne leur date, leur durée ou les partenaires impliqués.

Les sociétés ad hoc (*special purpose entities*) en rapport avec les transactions de titrisation. — La constitution de sociétés ad hoc revêtait, pour la Banque, divers aspects contractuels. Le but de ces sociétés ad hoc était la délocalisation synthétique de risques ou le transfert d'éléments d'actifs en vue de créer des liquidités.

Ces opérations impliquent des risques hors bilan, si la propriété au sens du droit civil et les risques de solvabilité sont, certes, transférés à l'acquéreur, mais demeure néanmoins un faible risque résiduel pour IKB. Il s'agit, en l'occurrence, de la responsabilité de l'existence juridique des créances (« véracité ») et de la possibilité de rétrotransfert si la transaction n'est pas rentable (*clean-up call*). À l'avenir, ces obligations contractuelles pourront donner lieu à des sorties de fonds. Si le transfert des éléments de l'actif n'a pas occasionné de sortie, parce que les risques de solvabilité sont demeurés chez IKB, ces risques ont été pris en compte dans l'estimation des actifs en question.

Lors de certaines transactions, IKB est prestataire de services avec l'obligation d'encaisser les paiements de capital et d'intérêts en rapport avec les actifs transférés et de les transmettre à la société ad hoc. Les avantages sont ici les rentrées correspondant à la rémunération des services pendant la durée du contrat de service. Les frais de fourniture de ce service occasionnent des sorties de fonds. Le non-respect des obligations contractuelles peut, en outre, entraîner une obligation de versement de dommages-intérêts.

Lorsque la Banque se charge de la fonction de gestionnaire de placement (*investment manager*), c'est à elle qu'incombent les décisions d'achat et de vente pour la société ad hoc. Les avantages résident dans des entrées de rémunérations de la gestion. Les risques sont l'obligation de verser des dommages-intérêts en cas de non-respect des obligations contractuelles.

Fonds Valin. — IKB prend en charge diverses prestations pour les plateformes de fonds Valin Funds S.A., SICAV-SIF et Valin Mittelstands Senior Debt Funds S.A., SICAV-SIF (MSD) et initie les crédits qui sont revendus à la part de l'actif social respective. Dans le cas de MSD, IKB assume, en plus, le rôle d'administratrice des investissements. La Banque participe au maximum à hauteur de 5 % à la part respective de l'actif social. Les opportunités résident en l'occurrence dans les flux de rémunération des prestations de gestion et de service. Le coût de ces prestations donne lieu à une sortie de fonds. Le non-respect d'obligations contractuelles peut, en outre, obliger à verser des dommages-intérêts. Les plateformes de fonds et leurs parts respectives de l'actif social ne sont pas consolidées parce que la Banque n'y est pas majoritaire.

Opérations à terme. — Des obligations résultant d'opérations à terme conditionnelles ou non-conditionnelles existent à la date de référence du bilan. Celles-ci servent essentiellement à parer aux risques de taux d'intérêt et de cours des devises, elles entraîneront à l'avenir des flux d'entrée et de sortie. Pour le reste, le lecteur voudra bien se reporter aux explications données sur les opérations à terme (cf. n° (62)).

#### Informations relatives au compte de résultat.

(47) Produits ventilés selon la géographie des marchés. — Le montant total des produits d'intérêts, des produits résultant d'opérations de leasing, des produits courants sur actions et autres titres à revenu variable, des participations et des parts détenues dans des entreprises liées, des produits de commissions, du produit net du portefeuille de négoce et des autres produits d'exploitation se répartit de la manière suivante en fonction de la géographie des marchés :

(En millions d'Euros)	Groupe		IKB AG	
	31 mars 2017	2015/16	2016/17	2015/16
Allemagne	1 540,1	1 977,4	1 174,1	1 571,1
Europe hors Allemagne	240,6	282,7	30,5	45,6
Total	1 780,7	2 260,1	1 204,6	1 616,7

La ventilation des produits en fonction de la géographie des marchés est déterminée par le lieu du siège de la société en ce qui concerne le Groupe et par le lieu de l'établissement en ce qui concerne IKB AG.

(48) Produits et charges provenant des opérations de leasing :

(En millions d'euros)	Groupe	
	2016/17	2015/16
Amortissements et corrections de valeurs sur les actifs détenus en vertu de contrats de leasing	-291,2	-310,8
Autres produits d'exploitation réalisés sur les opérations de leasing	46,3	57,1

(49) Produits et charges exceptionnels. — À la date du bilan, le poste « Charges exceptionnelles » contient 11,2 millions d'euros (exercice précédent : 28,8 millions d'euros) au titre du Groupe et 11,2 millions d'euros (exercice précédent : 23,8 millions d'euros) au titre d'IKB AG de charges consécutives à des mesures de restructuration.

La répartition des charges supplémentaires dues à la réévaluation des provisions pour pensions conformément à la BilMoG (cf. n° (2)) génère, de plus, des charges exceptionnelles de 27,0 millions d'euros chez IKB AG (exercice précédent : 4,1 millions d'euros) et de 31,2 millions d'euros (exercice précédent : 4,6 millions d'euros) au titre du Groupe.

(50) Autres charges d'exploitation. — Les postes principaux des « Autres charges d'exploitation » sont les suivants :

(En millions d'Euros)	Groupe		IKB AG	
	2016/17	2015/16	2016/17	2015/16
Charges résultant de la reprise de contrats de swaps	-541,5	-676,1	-541,8	-676,1
Charges résultant des dérivés du livre des immobilisations	-51,0	-68,7	-51,0	-70,7
Charges résultant de la conversion de devises	-49,5	-47,3	-	-
Charges provenant de dotations aux provisions pour charges	-4,5	-130,0	-4,3	-128,8
Charges provenant du régime de retraite (couverture du contrat de gestion fiduciaire)	-10,3	-46,7	-8,4	-41,4
Loyers / entretien (objets non utilisés par l'entreprise)	-1,9	-2,5	-2,2	-3,3
Charges provenant de l'actualisation de provisions pour charge	-3,1	-0,9	-3,1	-0,9

Les charges sur le dénouement des accords de swaps proviennent de *close outs* stratégiques relatifs aux opérations de dérivés du livre de banque. Ces charges compensent les produits comptabilisés aux « Autres produits d'exploitation ».

(51) Impôts sur le résultat. — Le poste « Impôts sur le résultat » contient des impôts réels de -19,2 millions d'euros au titre du Groupe (exercice précédent : -9,2 millions d'euros) et de -16,7 millions d'euros au titre d'IKB AG (exercice précédent : -8,2 millions d'euros). Sur ce montant, -12,3 millions d'euros correspondent à des impôts réels pour l'exercice en cours 2016/17 au titre des succursales d'IKB AG à l'étranger, qui découlent essentiellement de leur fermeture.

De plus, la modification de la prise en compte des impôts différés à l'actif du poste « Impôts sur le résultat » est comptabilisée à la rubrique Impôts sur le résultat à raison de 1,4 million d'euros (exercice précédent : 10,4 millions d'euros) au titre du Groupe et de -0,7 million d'euros (exercice précédent : 11,6 millions d'euros) au titre d'IKB AG.

(52) Produits provenant de contrats de transfert de résultat. — Sous le poste « Produits provenant de contrats de transfert de résultat », IKB AG comptabilise 15,4 millions d'euros (exercice précédent : 18,9 millions d'euros) suite essentiellement au reversement de bénéfice d'IKB Beteiligungen GmbH pour un montant de 11,4 millions d'euros (exercice précédent : 16,9 millions d'euros) et au reversement de bénéfice d'IKB Data GmbH pour un montant de 2,8 millions d'euros (exercice précédent : 1,9 millions d'euros).

(53) Prestations administratives et prestations effectuées à titre d'intermédiaire pour des tiers. — C'est essentiellement dans le cadre de ses opérations de crédit et de fonds de placement qu'IKB effectue des prestations administratives et à titre d'intermédiaire pour des tiers. Les produits en résultant sont contenus dans le résultat des commissions.

(54) Autres produits d'exploitation. — La composition des « Autres produits d'exploitation » est essentiellement la suivante :

(En millions d'euros)	Groupe		IKB AG	
	2016/17	2015/16	2016/17	2015/16
Produits sur le dénouement d'accords de swap	282,6	601,6	296,8	601,6
Produits sur les dérivés du livre des immobilisations	54,1	50,0	54,2	52,0
Produits provenant de la conversion de devises	53,1	56,2	3,9	5,7
Produits provenant de la reprise de provisions pour charges	12,8	21,3	10,7	20,9
Produits de location	3,8	3,3	1,4	3,2

Produits provenant de versements compensatoires(1)	5,5	8,7	0,3	2,1
Produits provenant de l'actualisation de provisions pour charges	0,2	2,3	0,2	2,3

(1) résultant de règlements à l'amiable

Les produits sur le dénouement des accords de swaps proviennent de *close outs* stratégiques relatifs aux opérations de dérivés du livre de banque. Ces produits compensent les charges comptabilisées aux « Autres charges d'exploitation ».

Autres informations.

(55) Périmètre de consolidation au 31 mars 2017 :

		Part de capital en %
<b>A. Filiales consolidées</b>		
<b>1. Autres entreprises allemandes :</b>		
Aleanta GmbH, Düsseldorf		100
Equity Fund GmbH, Düsseldorf	(1)	100
IKB Beteiligungen GmbH, Düsseldorf		100
IKB Beteiligungsgesellschaft 1 mbH, Düsseldorf		100
IKB Beteiligungsgesellschaft 2 mbH, Düsseldorf		100
IKB Beteiligungsgesellschaft 3 mbH, Düsseldorf		100
IKB Beteiligungsgesellschaft 4 mbH, Düsseldorf		100
IKB Beteiligungsgesellschaft 5 mbH, Düsseldorf		100
IKB Data GmbH, Düsseldorf		100
IKB Equity Capital Fund GmbH, Düsseldorf	(1)	100
IKB Grundbesitzgesellschaft Düsseldorf GmbH & Co. KG, Düsseldorf		94,9
IKB Grundbesitzgesellschaft Frankfurt GmbH & Co. KG, Düsseldorf	(1)	94,9
IKB Grundstücks GmbH & Co. Objekt Holzhausen KG, Düsseldorf		100
IKB Grundstücks GmbH, Düsseldorf		100
IKB Grundstücksgesellschaft Düsseldorf GmbH, Düsseldorf		100
IKB Invest GmbH, Düsseldorf	(1)	100
IKB Leasing Beteiligungsgesellschaft mbH, Hambourg	(1)	100
IKB Leasing GmbH, Hambourg	(1)	100
IKB Projektentwicklung GmbH & Co. KG i.L., Düsseldorf	(3)	100
IKB Real Estate Holding GmbH, Düsseldorf		100
IKB Struktur GmbH, Düsseldorf	(1)	100
Istop 1 GmbH, Düsseldorf	(1)	100
Istop 2 GmbH, Düsseldorf	(1)	100
Istop 4 GmbH, Düsseldorf	(1)	100
Istop 6 GmbH, Düsseldorf	(1)	100
MATRONA GmbH, Düsseldorf	(1)	100
Projektbeteiligung TH GmbH & Co. KG, Düsseldorf	(1)	89,8
Tempelhofer Hafen GmbH & Co. KG, Düsseldorf	(1)	94,9
UTA Truck Lease GmbH, Neu-Isenburg	(1)	100
<b>2. Autres entreprises étrangères</b>		
AO IKB Leasing geschlossene Aktiengesellschaft, Moscou, Russie	(1)	100
IKB Finance B.V., Amsterdam, Pays-Bas		100
IKB Funding LLC II, Wilmington, États-Unis	(1)	100
IKB Funding LLC I, Wilmington, États-Unis	(1)	100
IKB International S.A. i.L., Munsbach, Luxembourg	(2) (3)	100
IKB Leasing Austria GmbH, Vienne, Autriche	(1)	100
IKB Leasing CR s.r.o., Prague, République tchèque	(1)	100
IKB Leasing Finance IFN SA, Bucarest, Roumanie	(1)	100
IKB Leasing France S.A.R.L., Marne-la-Vallée, France	(1)	100
IKB Leasing Kft., Budapest, Hongrie	(1)	100
IKB Leasing Polska Sp. z o.o., Poznan, Pologne	(1)	100

IKB Leasing S.R.L., Bucarest, Roumanie	(1)	100
IKB Leasing SR, s.r.o., Bratislava, Slovaquie	(1)	100
IKB Lux Beteiligungen S.à.r.l, Munsbach, Luxembourg	(1)	100
IKB Pénzügyi Lízing Zrt., Budapest, Hongrie	(1)	100
IKBL Asset spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia & Co. spółka komandytowa, Poznan, Pologne	(1)	100
IKBL ASSET Spolka z ograniczona odpowiedzialnoscia, Poznan, Pologne	(1)	100
IKBL Renting and Service S.r.l., Lainate (MI), Italie	(1)	100
STILL LOCATION S.à.r.l., Marne-la-Vallée, France	(1)	100
<b>3. Sociétés ad hoc (Special Purpose Vehicle) selon l'art. 290, paragr. 2, n° 4 de l'HGB</b>		
German Mittelstand Equipment Finance S.A., Luxembourg, Luxembourg		
RIO DEBT HOLDINGS (IRELAND) LIMITED, Dublin, Irlande		
<b>B. Entreprises associées</b>		
Linde Leasing GmbH, Wiesbaden	(1)	30,0
<i>(1) Participation indirecte</i>		
<i>(2) En liquidation (licence de banque rendue)</i>		
<i>(3) en liquidation</i>		

(56) Liste des parts détenues au 31 mars 2017 :

31 mars 2016	Exercice	Lettre de confort	Part de capital en %	Capitaux propres (En K€)	Résultat (En K€)
<b>1. Filiales allemandes (entièrement consolidées)</b>					
Aleanta GmbH, Düsseldorf	1.4. - 31.3.		100,00	1 336	-215
IKB Beteiligungen GmbH, Düsseldorf (3)	1.4. - 31.3.		100,00	79 742	0
IKB Beteiligungsgesellschaft 1 MbH, Düsseldorf (3)	1.1. - 31.12.		100,00	55	0
IKB Beteiligungsgesellschaft 2 MbH, Düsseldorf (3)	1.1. - 31.12.		100,00	80	0
IKB Beteiligungsgesellschaft 3 MbH, Düsseldorf (3)	1.1. - 31.12.		100,00	55	0
IKB Beteiligungsgesellschaft 5 MbH, Düsseldorf (3)	1.4. - 31.3.		100,00	54	0
IKB Data GmbH, Düsseldorf (3)	1.4. - 31.3.		100,00	13 000	0
IKB Equity Capital Fund GmbH, Düsseldorf	1.4. - 31.3.	X	100,00	8 304	1 572
IKB Grundbesitzgesellschaft Düsseldorf GmbH & Co. KG, Düsseldorf (5)	1.4. - 31.3.		94,90	20 000	1 893
IKB Grundbesitzgesellschaft Frankfurt GmbH & Co. KG, Düsseldorf (5)	1.4. - 31.3.		94,90	7 200	502
IKB Grundstücks GmbH et Co. Objekt Holzhausen KG, Düsseldorf (5)	1.1. - 31.12.	X	100,00	8.847	976
IKB Grundstücks GmbH, Düsseldorf	1.1. - 31.12.	X	100,00	98	0
IKB Grundstücksgesellschaft Düsseldorf GmbH, Düsseldorf	1.4. - 31.3.		100,00	20	-1
IKB Invest GmbH, Düsseldorf (3)	1.4. - 31.3.		100,00	263.408	0
IKB Leasing Beteiligungsgesellschaft MbH, Hambourg (3)	1.4. - 31.3.		100,00	5.825	0
IKB Leasing GmbH, Hambourg (3)	1.4. - 31.3.	X	100,00	178.223	0
IKB Projektentwicklung GmbH et Co. KG i.L., Düsseldorf (3), (4)	1.1. - 31.12.	X	100,00	5.787	1.172
IKB Real Estate Holding GmbH, Düsseldorf (3)	1.4. - 31.3.		100,00	54	0
IKB Struktur GmbH, Düsseldorf (3)	1.4. - 31.3.		100,00	103.750	0
ISTOP 1 GmbH, Düsseldorf (3)	1.1. - 31.12.		100,00	115.975	0
ISTOP 2 GmbH, Düsseldorf (3)	1.1. - 31.12.		100,00	155.025	0
ISTOP 4 GmbH, Düsseldorf (3)	1.1. - 31.12.		100,00	93.525	0
ISTOP 6 GmbH, Düsseldorf (3)	1.1. - 31.12.		100,00	114.445	0

Matrona GmbH, Düsseldorf (3)	1.4. - 31.3.		100,00	45.025	0
Projektbeteiligung TH GmbH et Co. KG, Düsseldorf (5)	1.1. - 31.12.		89,80	0	-4
Tempelhofer Hafen GmbH et Co. KG, Düsseldorf (5)	1.1. - 31.12.		94,90	0	-825
UTA Truck Lease GmbH, Neu-Isenburg (3)	1.4. - 31.3.		100,00	9.028	0
<b>2. Filiales étrangères (entièrement consolidées)</b>					
AO IKB Leasing Geschlossene Aktiengesellschaft, Moscou, Russie	1.1. - 31.12.		100,00	11 521	9 987
IKB Finance B.V., Amsterdam, Pays-Bas	1.4. - 31.3.	X	100,00	6 383	270
IKB Funding LLC I, Wilmington, États-Unis (2)	1.4. - 31.3	X	100,00	280	-46
IKB Funding LLC I, Wilmington, États-Unis (2)	1.4. - 31.3	X	100,00	677	81
IKB International S.A. i.L., Munsbach, Luxembourg (4)	1.4. - 31.3	X	100,00	39 655	-127
IKB Leasing Austria GmbH, Vienne, Autriche	1.1. - 31.12.		100,00	714	-56
IKB Leasing CR s.r.o., Prague, République Tchèque	1.1. - 31.12.		100,00	31 703	515
IKB Leasing Finance IFN S.A., Bucarest, Roumanie	1.1. - 31.12.		100,00	5 946	1 341
IKB Leasing France S.A.R.L., Marne-la-Vallée, France	1.1. - 31.12.		100,00	3 525	1 294
IKB Leasing kft., Budapest, Hongrie	1.1. - 31.12.		100,00	6 383	1 144
IKB Leasing Polska Sp. z o.o., Poznan, Pologne	1.1. - 31.12.		100,00	11 209	48
IKB Leasing S.R.L., Bucarest, Roumanie	1.1. - 31.12.		100,00	1 915	329
IKB Leasing SR, s.r.o., Bratislava, Slovaquie	1.1. - 31.12.		100,00	2 731	-201
IKB Lux Beteiligungen S.à.r.l., Munsbach, Luxembourg	1.4. - 31.3.	X	100,00	10 212	-105
IKB Pénzügyi Lizing Zrt., Budapest, Hongrie	1.1. - 31.12.		100,00	4 044	903
IKBL Asset spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia & Co. spółka komandytowa, Poznan, Pologne (5)	1.1. - 31.12.		100,00	97	40
IKBL ASSET Spolka z ograniczona odpowiedzialnoscia, Poznan, Pologne	1.1. - 31.12.		100,00	9	-9
IKBL Renting and Service S.r.l., Lainate (MI), Italie	1.1. - 31.12.		100,00	756	-398
STILL LOCATION S.à.r.l., Marne-la-Vallée, France	1.1. - 31.12.		100,00	26 969	3 645

31 mars 2017	Exercice	Lettre de confort	Part de capital en %	Capitaux propres en k-euros	Résultat en k-euros
<b>3. Sociétés ad hoc (sociétés ad hoc intégrées dans les comptes consolidés conformément à l'art. 290, paragr. 2 n° 4 de l'HGB)</b>					
German Mittelstand Equipment Finance S.A., Luxembourg, Luxembourg					
Rio Debt Holdings (Ireland) Limited, Dublin 2, Irlande					

31 mars 2017	Exercice	Lettre de confort	Part de capital en %
<b>4. Filiales allemandes (non entièrement consolidées en vertu de l'art. 296 de l'HGB)</b>			
(1)			
Brunnenstraße 105-109 Berlin Grundbesitz GmbH, Düsseldorf	1.1. - 31.12.		94,90
Feldmühleplatz 1 Verwaltungsgesellschaft mbH, Düsseldorf	1.1. - 31.12.		100,00

FRANA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH, Düsseldorf		1.1. - 31.12.		100,00
GAP 15 gmbh i.L., Düsseldorf	(4)	1.1. - 31.12.		92,80
GARUMNA GmbH, Düsseldorf		1.4. - 31.3.		100,00
HAUSTUS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Yachtzentrum Berlin KG i.L., Düsseldorf	(4)	1.1. - 31.12.		94,67
IKB Beteiligungsgesellschaft 7 mbH, Düsseldorf	(3)	1.1. - 31.12.		100,00
IKB Beteiligungsgesellschaft 8 mbH, Düsseldorf	(3)	1.1. - 31.12.		100,00
IKB Beteiligungsgesellschaft 9 mbH, Düsseldorf	(3)	1.1. - 31.12.		100,00
IKB Beteiligungsgesellschaft 10 mbH, Düsseldorf	(3)	1.1. - 31.12.		100,00
IKB Projektentwicklungsverwaltungsgesellschaft mbH i.L., Düsseldorf	(4)	1.10. - 30.09.	X	100,00
IKB Newco 1 GmbH, Düsseldorf		1.1. - 31.12.		100,00
IKB Newco 3 GmbH, Düsseldorf		1.1. - 31.12.		100,00
IKB Newco 5 GmbH, Düsseldorf		1.4. - 31.3.		100,00
IKB Real Estate GmbH, Düsseldorf	(3)	1.1. - 31.12.		100,00
ILF Immobilien-Leasing-Fonds Verwaltung GmbH et Co. Objekt Boxdorf KG i.L., Düsseldorf	(4)	1.1. - 31.12.		94,26
IMAS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbh, Düsseldorf		1.4. - 31.3.	X	100,00
ISOG Management GmbH, Weilheim		1.4. - 31.3.		57,70
ISOG Technology Holding GmbH, Weilheim		1.4. - 31.3.		57,70
ISTOS Beteiligungsverwaltungs- und Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbh, Düsseldorf		1.1. - 31.12.		100,00
ISTOS Dritte Beteiligungsverwaltungs- Und Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbh et Co. KG, Düsseldorf		1.1. - 31.12.		100,00
Ligera GmbH, Düsseldorf		1.1. - 31.12.		100,00
MFRSI Beteiligungsholding Verwaltungsgesellschaft mbH, Düsseldorf		1.1. - 31.12.		100,00
Restruktur 2 GmbH i.L., Düsseldorf	(4)	1.4. - 31.3.		100,00
Restruktur 3 GmbH, Düsseldorf		1.4. - 31.3.		100,00
Rhodana GmbH, Düsseldorf	(3)	1.1. - 31.12.		100,00
SEQUANA GmbH, Düsseldorf	(3)	1.4. - 31.3.		100,00
<b>31 mars 2017</b>		<b>Exercice</b>	<b>Lettre de confort</b>	<b>Part de capital en %</b>
<b>5. Filiales étrangères (non entièrement consolidées en vertu de l'art. 296 de l'HGB)</b>	<b>(1)</b>			
Valin Asset Management S.à.r.l., Luxembourg, Luxembourg		1.4. - 31.3.		100,00
IKB Funding Trust I, Wilmington, États-Unis		1.4. - 31.3.		100,00
IKB Funding Trust II, Wilmington, États-Unis		1.4. - 31.3.		100,00
ISOG Technology co. Ltd., Shanghai, Chine		1.4. - 31.3.		57,70
ISOG Technology Italia S.r.l., Turate, Italie		1.4. - 31.3.		57,70
Valin Asset Management S.à.r.l., Luxembourg, Luxembourg		1.4. - 31.3.		100,00
<b>6. Sociétés Ad Hoc (non entièrement consolidées en vertu de l'art. 296 de l'HGB)</b>				
Corelux Purchaser No. 1 S. A., Luxembourg, Luxembourg				
HIMERA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH, Pullach i. Isartal				
Rosaria Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH Objekt Heimstetten KG, Grünwald				
Weinberg Capital Ltd., Dublin, Irlande				
<b>7. Entreprises Allemandes associées</b>	<b>(1)</b>			

Linde Leasing GmbH, Wiesbaden		1.1. - 31.12.	30,00
<b>8. Entreprises allemandes associées / co-entreprises (non comptabilisées par mise en équivalence en vertu de l'art. 311, paragr. 2 de l'HGB)</b>	<b>(1)</b>		
Argantis Beteiligungs-Holding GmbH i.L., Cologne	(4)	1.1. - 31.12.	50,00
Argantis GmbH i.L., Cologne	(4)	1.1. - 31.12.	50,00
Chemtura Verwaltungs GmbH, Bergkamen		1.1. - 31.12.	50,00
Dritte Hubschraubertechnologiepark Donauwörth GmbH, Düsseldorf		1.1. - 31.12.	50,00
Equinotes Management GmbH, Düsseldorf		1.1. - 31.12.	50,00
FUNDIS Projektentwicklungsholding GmbH & Co. KG, Düsseldorf		1.1. - 31.12.	50,00
FUNDIS Verwaltungsgesellschaft mbH, Düsseldorf		1.1. - 31.12.	50,00
HABITO Grundstücks-Vermietungsgesellschaft MbH et Co. Objekt EINS KG, Pullach i. Isartal		1.1. - 31.12.	6,00
Hafenspitze Verwaltungsgesellschaft mbH, Hambourg		1.1. - 31.12.	25,00
LOUDA SYSTEMS GmbH, Triptis		1.1. - 31.12.	45,00
MFRSI Beteiligungsholding GmbH & Co. KG, Düsseldorf		1.1. - 31.12.	50,00
Mike's Sandwich GmbH, Hambourg		1.1. - 31.12.	35,59
MOTORRAD-ECKE GmbH, Villingen-Schwenningen		1.1. - 31.12.	38,86
ODS Business Services Group GmbH, Hambourg		1.1. - 31.12.	32,00
Vermögensverwaltungsgesellschaft DVD Dassow GmbH, Dassow		1.1. - 31.12.	30,00

31 mars 2016		Exercice	Lettre de confort	Part de capital en %
<b>9. Participations dans des sociétés allemandes de capitaux et de personnes, donnant droit à plus de 5 % des droits de vote</b>	<b>(1)</b>			
AXA Immoselect Hauptverwaltungsgebäude GmbH & Co. Objekt Düsseldorf Uerdinger Straße KG, Cologne		1.1. - 31.12.		5,10
Könemann Verlagsgesellschaft mbH, Cologne		1.1. - 31.12.		12,50
pgam advanced technologies AG, Georgsmarienhütte		1.1. - 31.12.		5,16
Ring International Holding AG, Vienne, Autriche		1.1. - 31.12.		9,37
<i>(1) Conformément à l'art. 286, paragr. 3, phrase 1, n° 1 de l'HGB, les informations stipulées à l'art. 285, n° 11 de l'HGB sur les capitaux propres et le résultat n'ont pas été fournies pour les entreprises non intégrées dans les comptes consolidés.</i>				
<i>(2) Lettres de confort subordonnées</i>				
<i>(3) La société a fait usage de l'exemption stipulée à l'art. 264b de l'HGB lui permettant de ne pas établir de notes annexes.</i>				
<i>(4) en liquidation</i>				
<i>(5) IKB AG ou une filiale intégrée dans le Groupe est associée à responsabilité illimitée</i>				

Les parts de capital dans les entreprises associées correspondent systématiquement aux parts de voix. IKB possède une part de voix différente dans HABITO Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt EINS KG, Pullach im Isartal (part de capital : 6,00 % ; part de voix : 16,00 %).

(57) Parts de voix importantes. — La Banque n'a pas reçu de notifications relatives au droit des actions aux termes de l'art. 20, paragr. 1 ou paragr. 4 de la loi AktG au cours de l'exercice faisant l'objet du présent rapport. Selon l'art. 20 de l'AktG toute entreprise doit informer la Société par écrit dès que sa participation dépasse 25 % (paragr. 1 de l'AktG) ou 50 % (paragr. 4 de l'AktG) des actions d'une société anonyme non cotée en bourse, dont le siège est situé en Allemagne.

Depuis l'inscription au registre du commerce de la décision prise par l'assemblée générale d'IKB AG en date du 2 décembre 2016 de transmettre toutes les actions à l'actionnaire principal dans une procédure de retrait obligatoire (*squeeze-out*), LSF6 Europe Financial Holdings, L.P., dont le siège est à Dallas, États-Unis, détient dorénavant 100 % des actions d'IKB.

(58) Informations sur les honoraires perçus par les commissaires aux comptes :

(En millions d'euros°)	Groupe		IKB AG	
	2016/17	2015/16	2016/17	2015/16

Vérification des comptes	-2,5	-2,5	-2,0	-2,0
Autres prestations de certification	-0,3	-	-0,3	-
Autres prestations	-0,4	-0,1	-0,4	-0,1
Total	-3,2	-2,6	-2,7	-2,1

Les honoraires pour la vérification des comptes contiennent 0,1 million d'euros (exercice précédent : 0,2 million d'euros) de charges se rapportant aux exercices précédents.

(59) Opérations avec des entreprises et des personnes ayant un lien avec la Banque. — Les opérations avec des entreprises et des personnes ayant un lien avec la Banque se font systématiquement aux conditions usuelles du marché. Aucune opération importante effectuée aux conditions non usuelles sur le marché, devant être mentionnée aux termes de l'art. 314, paragr. 1, n° 13 de l'HGB au titre du Groupe et de l'art. 285, n° 21 de l'HGB au titre de l'IKB AG, n'a eu lieu.

(60) Lettres de confort. — IKB AG veille à ce que ses filiales qui, dans la liste des parts détenues par IKB AG, sont mentionnées comme relevant de la lettre de confort, puissent remplir leurs obligations contractuelles, hormis les cas de risque politique. Aucun changement n'est intervenu par rapport à l'exercice précédent.

IKB Invest GmbH, sise à Düsseldorf, a établi une lettre de confort au profit d'IKB Equity Capital Fund GmbH, sise à Düsseldorf, pour que celle-ci puisse respecter ses obligations résultant des contrats de prêt et de garantie qui lui ont été transférées par un contrat de scission et de reprise.

(61) Transfert de garantie sur les propres dettes et dettes éventuelles. — Des éléments d'actif du montant indiqué ci-après ont été transférés pour les dettes ci-dessous :

31 mars 2017 (En millions d'Euros)	Groupe	IKB AG
Dettes envers des établissements de crédit	8 735,8	8 395,9
Dettes envers des clients	46,6	670,1
Dettes titrisées	71,0	-
Autres dettes	329,5	-
Dettes éventuelles	-	-
Total	8.931,5	9.101,3

Les éléments d'actif servant de garantie sont pour la plupart des créances et des titres qui ont été transférés à des tiers en l'occurrence des établissements de crédit, des sociétés ad hoc ou des organismes de clearing dans le cadre d'opérations d'*open market* et d'opérations de mise en pension, de transactions de titrisation ainsi que suite à des transactions utilisant les programmes des banques de développement.

(62) Opérations à terme. — Les opérations à terme conclues servent essentiellement à réguler et à limiter les risques de variation de taux d'intérêt et concernent essentiellement les portefeuilles de refinancement de crédits et les portefeuilles d'investissements. Des transactions sur des instruments dérivés ne se font que dans des proportions limitées. L'envergure du risque de variation de taux d'intérêt est limitée au moyen d'un système de plafonds adopté par le Directoire et fait l'objet d'une surveillance quotidienne dans le cadre de la gestion du risque. De plus, des limites au volume des opérations à terme et des opérations sur dérivés ont été fixées en fonction des cocontractants.

Les risques de variation des taux d'intérêt des titres et des crédits des portefeuilles d'investissement et de financement de crédit de même que les moyens de refinancement afférents sont gérés uniformément. Les dérivés sont utilisés pour éliminer ou du moins réduire les délais incohérents ainsi que les risques de taux et de change. Les dérivés utilisés sont essentiellement des dérivés d'intérêts.

En ce qui concerne les valeurs de marché des dérivés d'intérêts du Groupe et d'IKB AG, le lecteur voudra bien se reporter au n° (63).

(63) Instruments financiers dérivés non comptabilisés à leur juste valeur :

Groupe :

31 mars 2017 (En millions d'Euros)	Valeur nominale	Valeur de marché		Valeur comptable	
		Positive	Négative	Actif	Passif
Dérivés de taux d'intérêts	20 130,8	957,1	1 791,0	143,5	83,8
Dérivés de crédits	1 423,7	10,1	58,1	2,6	63,8
Dérivés de devises	1 869,0	22,6	32,9	2,9	14,8
Dérivés entrant dans plusieurs catégories	1 401,0	179,5	128,9	43,9	8,6
Total	24 824,5	1 169,3	2 010,9	192,9	171,0

31 mars 2017 (En millions d'Euros)	Valeur comptable				
	Autres éléments d'actif	Comptes de régularisation de l'actif	Provisions pour charges (1)	Autres dettes	Comptes de régularisation du passif
Dérivés de taux d'intérêts	75,7	67,8	0,1	75,6	8,1
Dérivés de crédits	0,3	2,3	53,0	-	10,8
Dérivés de devises	2,9	-	0,3	14,5	-



Dérivés entrant dans plusieurs catégories	35,8	8,1	-	1,0	7,6
Total	114,7	78,2	53,4	91,1	26,5
<i>(1) Concerne des dérivés incorporés</i>					

IKB AG:

31 mars 2017 (En millions d'Euros)	Valeur nominale	Valeur de marché		Valeur comptable	
		Positive	Négative	Actif	Passif
Dérivés de taux d'intérêts	20 357,3	967,0	1 790,6	176,8	109,1
Dérivés de crédits	1 477,1	10,1	58,9	2,6	64,6
Dérivés de devises	1 869,0	22,6	32,9	2,9	14,8
Dérivés entrant dans plusieurs catégories	1 401,0	179,5	128,9	44,2	8,8
Total	25 104,4	1 179,2	2 011,3	226,5	197,3

31 mars 2017 (En millions d'Euros)	Valeur comptable				
	Autres éléments d'actif	Comptes de régularisation de l'actif	Provisions pour charges (1)	Autres dettes	Comptes de régularisation du passif
Dérivés de taux d'intérêts	75,9	100,9	-	73,9	35,2
Dérivés de crédits	0,3	2,3	53,0	0,8	10,8
Dérivés de devises	2,9	-	0,3	14,5	-
Dérivés entrant dans plusieurs catégories	35,8	8,4	-	0,8	8,0
Total	114,9	111,6	53,3	90,0	54,0
<i>(1) Concerne des dérivés incorporés</i>					

(64) Résultats non réalisés. — Le tableau ci-dessous représente les résultats non réalisés des postes financiers importants suivants et des dérivés hors bilan du Groupe IKB.

Groupe (En millions d'Euros)	31 mars 2017			31 mars 2016		
	Valeur comptable	Valeur actuelle	Différence	Valeur comptable	Valeur actuelle	Différence
Créances sur établissements de crédit	1 669,7	1 671,4	1,7	2.122,2	2.123,7	1,5
Créances sur clients (1)	9 925,4	10 390,1	464,7	9.887,8	10.372,5	484,7
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 329,7	5 485,5	155,8	5.051,6	5.522,4	470,8
Actions et autres titres à taux Variable	472,5	469,4	-3,1	470,1	473,3	3,2
Instruments financiers dérivés non comptabilisés à leur juste valeur	193,0	1 169,4	976,4	395,3	1.785,3	1.390,0
Sous-total	17 590,3	19 185,8	1 595,5	17.927,0	20.277,2	2.350,2
Dettes envers des établissements de crédit	7 642,5	7 710,9	-68,4	7.897,0	8.045,1	-148,1
Dettes envers des clients	7 550,9	7 625,3	-74,4	7.498,4	7.633,3	-134,9
Dettes titrisées	822,9	826,5	-3,6	773,8	779,2	-5,4
Dettes subordonnées	695,8	327,0	368,8	921,7	538,2	383,5
Capital en droit de jouissance	0,0	0,0	0,0	32,2	28,2	4,0
Apports tacites	0,0	99,1	-99,1	-0,0	72,5	-72,5
Instruments financiers dérivés non comptabilisés à leur juste valeur	171,0	2 010,9	-1 839,9	357,2	2.968,9	-2.611,7
Sous-total	16 883,1	18 599,7	-1 716,6	17.480,3	20.065,4	-2.585,1
Total			-121,1			-234,9

*(1) Au cours de l'exercice, IKB a procédé à des modifications du calcul de la valeur actuelle des créances sur clients. Si la méthode actuelle d'évaluation avait été appliquée au 31 mars 2016, le résultat non réalisé des créances sur clients aurait été supérieur de 39,8 millions d'euros.*

Le capital en droit de jouissance (*Genussrechtskapital*) d'une valeur comptable de 32,2 millions d'euros sera exigible en août 2017 et a donc été comptabilisé en « Autres dettes ».

Une valeur intrinsèque (bénéfices non réalisés sur les opérations de leasing) de 115,5 millions d'euros (31 mars 2016 : 131,4 millions d'euros) revient au Groupe IKB Leasing en plus de l'excédent des actifs nets entièrement consolidé dans les états financiers consolidés. La valeur intrinsèque est calculée au moyen du schéma de la Fédération des entreprises de leasing allemandes (*Bundesverband Deutscher Leasingunternehmen e.V.*).

Le résultat non réalisé est obtenu par rapprochement de la valeur comptable nette avec la valeur actuelle. Les corrections individuelles de valeur auxquelles il a été procédé n'ont aucune incidence sur le résultat non réalisé, car celles-ci sont également prises en compte dans le calcul de la valeur

actuelle. En ce qui concerne les créances et les dettes exigibles au jour le jour ainsi que les comptes de régularisation, la valeur actuelle est considérée comme égale à la valeur comptable.

Les valeurs actuelles des créances déterminées en vue de l'établissement des notes annexes au rapport annuel sont calculées au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Pour calculer la valeur actuelle, on se base sur les prix supposés qui seraient pratiqués pour définir des prix de marché entre des partenaires commerciaux indépendants utilisant des paramètres semblables pour établir leurs prix. La décote se fait au moyen de taux de swaps de durées différentes à la date de référence du bilan auxquels s'ajoute un spread de crédit calculé au moyen d'une méthode qu'IKB utilise en interne pour calculer le risque. Le taux de swap du crédit varie en fonction de la variation mesurée des coûts de risques standards, qui sont calculés en fonction de la notation interne du client, de la situation des garanties et de la durée restante du crédit à la date de l'évaluation. De plus, on tient compte des performances de tiers avant impôts déduits des capitaux propres comptabilisés au bilan, des frais administratifs d'IKB ainsi que des coûts de financement des banques notées A ou AA observés sur le marché.

Dans le cas des créances sur des crédits d'aide, en face desquels des prêts de refinancement individuels sont comptabilisés au passif, l'évaluation se fait sans tenir compte des coûts de financement. Pour calculer la valeur actuelle pour les prêts de refinancement individuels côté passif, on déduit les flux d'intérêts et de remboursement en utilisant des taux de swaps sans risque, d'une durée adéquate.

Les titres (y compris les dettes titrisées subordonnées et les apports tacites titrisés) sont évalués aux prix de bourse et de marché à la date de clôture, dans la mesure où l'on dispose d'un prix. On considère qu'un prix de bourse ou de marché est disponible lorsque le nombre de cotations disponibles dépasse un minimum défini par une analyse basée sur des méthodes statistiques. Cela s'applique aussi bien aux prix négociés qu'aux prix non négociés pouvant être observés. En l'absence de cours à la date de référence, la valeur actuelle est définie sur la base d'indications de prix calculées par des fournisseurs de données du marché ; la plausibilité de ces indications est vérifiée au moyen de procédés adéquats. Si l'on ne dispose pas de cours de bourse ou de données de prix de fournisseurs sous contrat, la valeur est déterminée sur la base de propres modèles d'évaluation par décote des flux attendus. Le taux de décote est calculé à partir du profil de risque de titres semblables. On utilise en l'occurrence également des paramètres non observables sur le marché. Les valeurs actuelles des parts de fonds comptabilisées au bilan du Groupe IKB correspondent respectivement à la valeur nette d'inventaire correspondant aux parts de fonds détenues.

La détermination de la valeur actuelle des dérivés du livre des immobilisations se fait en suivant la hiérarchie d'évaluation stipulée à l'art. 255, parag. 4 de l'HGB. La valeur actuelle des dérivés non cotés en bourse est calculée sur la base de modèles d'évaluation actuariels ainsi sur des données disponibles sur le marché (parmi eux, les taux d'intérêts, la volatilité des taux d'intérêt, les cours des devises). Les futurs flux de paiement sont déduits, en l'occurrence, des courbes des swaps selon les spécificités de leur devise et de leur ténor. Le montant, la date et la garantie des flux de paiements dépendent entre autres choses, de l'évolution des taux d'intérêts et des cours des devises, des dispositions contractuelles relatives aux calendriers de paiement des intérêts au titre du dérivé respectif et de la qualité de la signature du contractant respectif. La décote des dérivés assortis d'une garantie est calculée au moyen de la courbe de l'indice du taux à un jour qui dépend de la devise.

On calcule les valeurs actuelles des dettes envers clients et établissements de crédit en décotant les flux contractuels à hauteur d'un taux de swap de durée adéquate auquel s'ajoutent les frais de financement spécifiques d'IKB. Les frais de financement sont calculés en se basant sur ceux d'émissions comparables.

(65) Rémunération du Directoire. — Les membres actifs du Directoire au cours de l'exercice 2016/17 ont perçu des rémunérations se montant au total à 4,5 millions d'euros (exercice précédent : 4,6 millions d'euros). Celles-ci comprennent les salaires fixes de base, les rémunérations variant en fonction des résultats, les indemnités versées, les versements de pensions compensant l'absence de convention de retraite, les remboursements de frais de déménagement et les rémunérations en nature. Le Conseil de surveillance contrôle régulièrement l'adéquation des rémunérations totales respectives.

Anciens membres du Directoire et personnes ayant quitté le Directoire : La rémunération des anciens membres du Directoire et de leurs ayant droit se monte à 3,5 millions d'euros (exercice précédent : 3,2 millions d'euros). Les pensions devant être versées à d'anciens membres du Directoire et à leurs ayant droit au titre de l'exercice 2016/17 se montent à 46,4 millions d'euros, elles sont basées sur un taux d'intérêt moyen à 10 ans (exercice précédent : 46,6 millions d'euros).

(66) Rémunération du Conseil de surveillance. — Les rémunérations du Conseil de surveillance se monte au total à 258 k-euros (exercice précédent : 275 k-euros) au titre de l'exercice 2016/17. Ce montant comprend des remboursements de frais de 58 k-euros, y compris la taxe à la valeur ajoutée due sur les rémunérations (exercice précédent : 60 k-euros).

(67) Rémunération des membres du Groupe des conseillers. — Un montant de 247 k-euros au total (TVA comprise) a été versé aux membres aux consultants (exercice précédent : 233 k-euros).

(68) Crédits accordés à des membres des organes et du Groupe des consultants. — Aucun crédit n'a été octroyé à des membres du Directoire du Conseil de surveillance ni consultants. L'exercice précédent, des crédits se montant total de 8,1 k-euros avaient été accordés à des membres du Conseil de surveillance.

(69) Moyenne annuelle de l'effectif du personnel (calculée sur la base de postes à plein temps) :

	Groupe		IKB AG	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Hommes	954	973	641	680
Femmes	553	570	298	319
Total	1 507	1 543	939	999

À la date du bilan, les effectifs des entreprises associées se montaient à 5 personnes à temps plein.

(70) Événements d'importance particulière qui se sont produits après le 31 mars 2017. — Depuis le 31 mars 2017, les événements importants ci-après se sont produits.

Offre d'achat aux détenteurs d'obligations de Capital Raising et de Hybrid Raising: IKB Lux Beteiligungen S.à r.l. a informé en date du 20 avril 2017 qu'elle offrait aux détenteurs des obligations émises respectivement par Capital Raising GmbH (ISIN DE0007490724, « obligations capital ») et par Hybrid Raising GmbH (ISIN DE000A0AMCG6, « obligations hybrides »), dénommées ci-après « obligations », d'acquiescer toutes ces obligations au

prix de 20 % de leur valeur nominale, conformément aux dispositions et sous réserve des conditions du Tender Offer Memorandum du 20 avril 2017. L'offre a pris fin le 10 mai 2017, 16 heures 00 (HAEC) et n'a pas été prolongée.

Le 12 mai 2017, IKB Lux Beteiligungen S.à r.l. a fait savoir qu'elle avait reçu à la fin du délai de l'offre, le 10 mai 2017, 16 heures 00 (HAEC), suite à son offre d'achat, des déclarations d'acceptation couvrant au total 87,9 % des obligations (considéré en moyenne de toutes les obligations). Toutes les offres d'acceptation valablement soumises, reçues avant l'écoulement du délai, ont été liquidées le 15 mai 2017.

L'acquisition des obligations a entraîné une sortie de liquidités du Groupe et des charges correspondant au montant du prix d'achat augmenté des frais de transaction.

Choix du commissaire aux comptes: Suite à la procédure de demande d'offre menée sous la responsabilité du comité Risques et Vérification relative au mandat de vérification des comptes annuels et des comptes consolidés, l'assemblée générale d'IKB, suivant la proposition du Conseil de surveillance a élu le 9 mai 2017 Ernst & Young GmbH Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, à Stuttgart, nouveau commissaire au compte de la Société et du Groupe pour l'exercice 2017/18. Jusqu'ici ce mandat était confié à PricewaterhouseCoopers AG Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, à Düsseldorf. Le changement de commissaire du compte dont le mandat expire après dix ans, qui est prescrit par la loi, a donc été mis en œuvre.

(71) Organes :

— Directoire

– Dr. Michael H. Wiedmann (président)

Claus Momburg

– Dr. Jörg Oliveri del Castillo-Schulz

– Dirk Volz

— Conseil de surveillance :

– Dr. Karl-Gerhard Eick, (président)

Concultan d'[entreprises](#)

– Dr. Claus Nolting, (vice-président)

Avocat

– Stefan A. Baustert, Krefeld (jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2016)

Membre du directoire de QSC AG

– Sven Boysen (\*),

Représentant des salariés

– Mark Coker, Londres,

Managing Director & General Counsel d'Europe de Hudson Advisors UK Ltd.

– Benjamin Dickgießer,

Directeur de Lone Star Europe Acquisition LLP

– Dr. Lutz-Christian Funke,

Directeur de la division staff du directoire / communication de KfW Bankengruppe

– Arndt G. Kirchhoff,

Associé gérant et CEO de KIRCHHOFF Holding GmbH & Co. KG

– Bernd Klein (\*)

Représentant des salariés

– Rainer Lenz (\*), (jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2016)

Représentant des salariés

– Nicole Riggers (\*)

Représentante des salariés

(\*) élu (e) par les salariés

**VI. — Liste des mandats exercés par des membres du personnel.**

Au 31 mars 2017, les membres du personnel mentionnés ci-après appartenaient à des organes de surveillance des grandes sociétés de capitaux prescrits par la législation :

— Dr. Reiner DietrichTricor Packaging & Logistics AG

Düsseldorf, le 22 mai 2017  
IKB Deutsche Industriebank AG  
Le Directoire :

Dr. Michael H. Wiedmann :

Claus Momburg :

Dr. Jörg Oliveri Del Castillo-Schulz :

Dirk Volz :

**VII. — Visas de certification du Commissaire aux comptes.**

*Visa de certification concernant les états financiers consolidés et le rapport de gestion du Groupe IKB Deutsche Industriebank AG relatifs à l'exercice allant du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 31 mars 2016 délivré par le Commissaire aux comptes.*

Nous avons contrôlé les états financiers du Groupe composés du bilan, du compte de résultat, du tableau de flux de trésorerie et d'un état des capitaux propres assortis des notes annexes du Groupe regroupées avec les notes annexes de la Société ainsi que le rapport de gestion du Groupe IKB Deutsche Industriebank Aktiengesellschaft, sise à Düsseldorf, qui est regroupé avec le rapport de gestion de la Société, relatifs à l'exercice allant du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2017. Le Directoire de la Société est responsable de la reddition des comptes consolidés et du rapport de gestion regroupé conformément aux dispositions du droit commercial allemand. Notre mission est de donner, à partir du contrôle que nous effectuons, une appréciation des comptes consolidés et du rapport de gestion regroupé.

Nous avons contrôlé les états financiers consolidés conformément à l'art. 317 de l'HGB, en respectant les principes allemands de vérification des comptes en bonne et due forme définis par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW). Selon ces principes, la vérification doit être planifiée et exécutée de façon à pouvoir identifier avec une fiabilité suffisante les erreurs et les infractions ayant des répercussions importantes sur la représentation des actifs, de la situation financière et des produits qui est donnée, d'une part, par les comptes consolidés établis dans le respect des principes d'une comptabilité en bonne et due forme et, d'autre part, par le rapport de gestion regroupé. Les opérations de vérification ont été fixées en tenant compte de ce que nous connaissons des activités de la Société, de son environnement économique et juridique ainsi que des erreurs possibles auxquelles il y a lieu de s'attendre. Dans le cadre de la vérification, l'efficacité du système interne de contrôle se rapportant à la reddition des comptes ainsi que la validation des montants indiqués dans les comptes consolidés et dans le rapport de gestion regroupé ont été évaluées essentiellement par sondages. Le contrôle comprend l'évaluation des comptes annuels des entreprises intégrées dans les comptes consolidés, de la délimitation du périmètre de consolidation, des principes de comptabilité et de consolidation appliqués et des estimations importantes du Directoire ainsi que l'appréciation de la représentation générale des comptes consolidés et du rapport de gestion regroupé. Nous sommes d'avis que notre contrôle constitue une base suffisamment fiable pour notre jugement.

Notre contrôle n'a donné lieu à aucune objection. — Compte-tenu des conclusions que nous tirons de notre vérification, nous jugeons que les comptes consolidés respectent les prescriptions juridiques et donnent une image réelle de la situation des actifs, des finances et des résultats du Groupe dans le respect des principes de tenue en bonne et due forme d'une comptabilité. Le rapport de gestion regroupé concorde avec les états financiers consolidés, il reflète fidèlement l'ensemble de la situation du Groupe et représente correctement les opportunités et les risques de son évolution future.

Düsseldorf, le 24 mai 2017.

PricewaterhouseCoopersAktiengesellschaftWirtschaftsprüfungsgesellschaft

Mark Maternus

Commissaire aux comptes

PPA. Axel Menge

Commissaire aux comptes

*Visa de certification concernant les états financiers annuels et le rapport de gestion d'IKB Deutsche Industriebank AG relatifs l'exercice allant du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2017 délivré par le Commissaire aux comptes.*

Nous avons contrôlé les états financiers – composés du bilan, du compte de résultat ainsi que des notes annexes, qui sont regroupés avec les notes annexes des états financiers consolidés, – y compris la comptabilité et le rapport de gestion d'IKB Deutsche Industriebank Aktiengesellschaft, sise à Düsseldorf qui est regroupé avec le rapport de gestion du Groupe, se rapportant à l'exercice allant du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 31 mars 2016. Le Directoire de la Société est responsable de la comptabilité, de l'établissement des comptes et du rapport de gestion regroupé, conformément aux dispositions du droit commercial allemand. Notre mission est de donner, à partir du contrôle que nous effectuons, une appréciation des états financiers annuels, y compris de la comptabilité, et du rapport de gestion regroupé.

Nous avons effectué notre contrôle des états financiers annuels conformément à l'art. 317 de l'HGB (Code de commerce), en respectant les principes allemands de vérification des comptes en bonne et due forme définis par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW). Selon ces principes, la vérification doit être planifiée et exécutée de façon à pouvoir identifier avec une fiabilité suffisante les erreurs et les infractions ayant des répercussions importantes sur la représentation de la situation des actifs, des finances et des produits qui est donnée, d'une part, par les états financiers établis dans le respect des principes d'une comptabilité en bonne et due forme et, d'autre part, par le rapport de gestion regroupé. Les opérations de vérification ont été fixées en tenant compte de ce que nous connaissons des activités de la Société ainsi que de son environnement économique et juridique de même que des erreurs possibles auxquelles il y a lieu de s'attendre. Lors de la vérification, l'efficacité du système interne de contrôle se rapportant à la reddition des comptes ainsi que la validation des montants indiqués en comptabilité, dans les comptes annuels et dans le rapport de gestion regroupé ont été évaluées essentiellement par sondages. Le contrôle comprend l'évaluation des principes appliqués pour l'établissement du bilan et des principales évaluations du Directoire ainsi que l'appréciation de la représentation générale des états financiers annuels et du rapport de gestion regroupé. Nous sommes d'avis que notre contrôle constitue une base suffisamment fiable pour notre évaluation.

Notre contrôle n'a donné lieu à aucune objection. — Compte tenu des conclusions que nous tirons de notre vérification, nous jugeons que les comptes annuels respectent les prescriptions juridiques et donnent une image réelle de la situation des actifs, des finances et des résultats de la Société, dans le respect des principes de tenue en bonne et due forme d'une comptabilité. Le rapport de gestion regroupé concorde avec les états financiers annuels, il reflète fidèlement l'ensemble de la situation de la Société et représente correctement les opportunités et les risques de son évolution future.

Düsseldorf, le 24 mai 2017.

PricewaterhouseCoopers GmbH  
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

Mark Maternus

Commissaire aux comptes

ppa.. Axel Menge

Commissaire aux comptes

IKB Deutsche Industriebank AG  
Kommunikation – COM  
Wilhelm-Böttkes-Straße 1  
D-40474 Düsseldorf  
Téléphone : +49 211 8221-4511

Téléfax : +49 211 8221-2511  
E-mail : [investor.relations@ikb.de](mailto:investor.relations@ikb.de)

Ceci est une traduction de courtoisie. Seul l'original allemand du présent document fait foi.

**1704185**